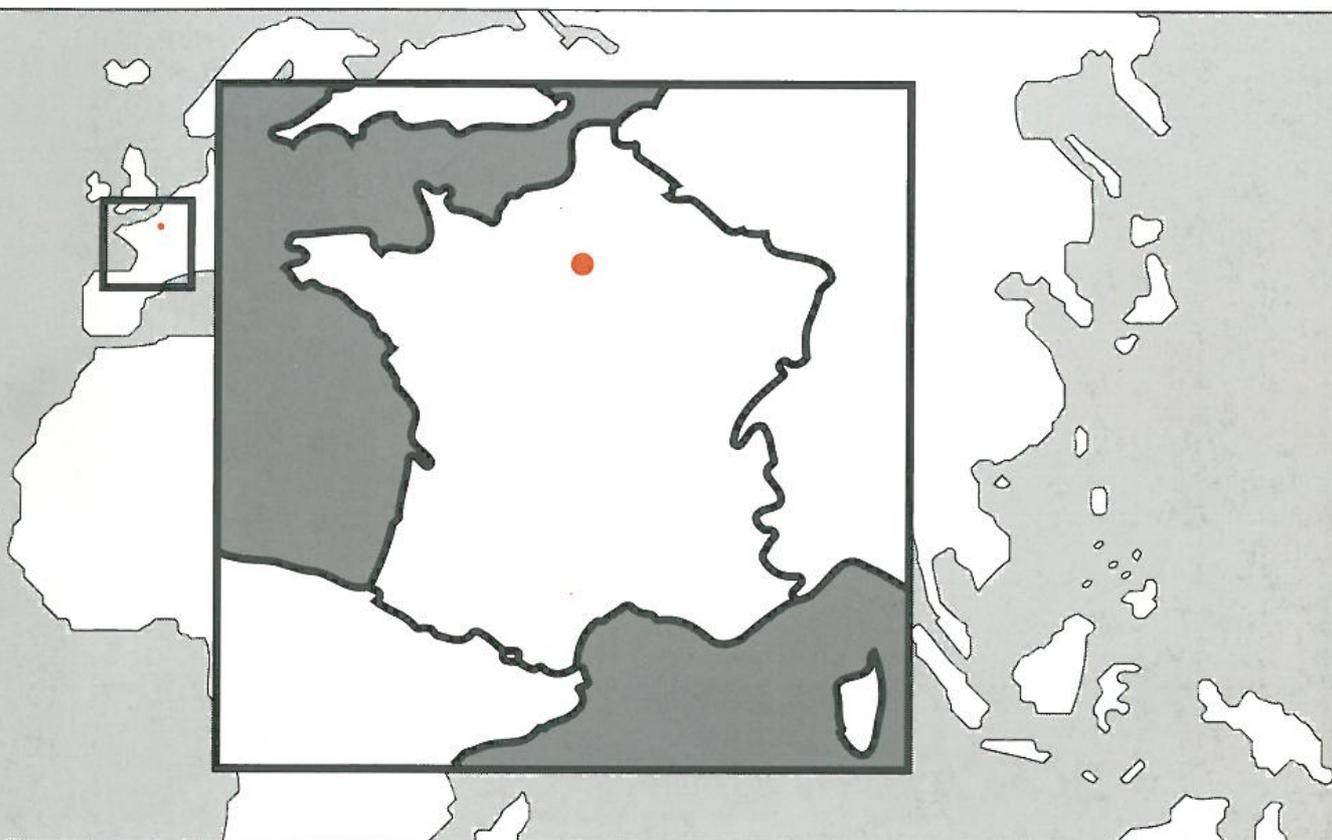


**CONFLICTUALITE EN FRANCE
DEPUIS 1986
LE CAS DE PEUGEOT-SOCHAUX**

Pierre Mathiot
René Mouriaux



CENTRE D'ÉTUDE DE LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE

Cahier du CEVIPOF - 7

**CONFLICTUALITE EN FRANCE
DEPUIS 1986
LE CAS DE PEUGEOT-SOCHAUX**

**Pierre MATHIOT
René MOURIAUX**

mars 1992

**Centre d'étude de la vie politique française
Fondation nationale des sciences politiques
Centre national de la recherche scientifique
10, rue de la Chaise - 75007 Paris
Tel. 45.48.63.18 - Fax. 42.22.07.64**

SOMMAIRE

INTRODUCTION

**Conflictualité en France depuis 1986
(par René MOURIAUX)**

PREMIERE PARTIE :

**La grève de Peugeot Sochaux
(septembre-octobre 1989)
(Etude de Pierre MATHIOT)**

- A. Le déroulement de la grève, aspect chronologique**
- B. L'organisation du mouvement de grève et les acteurs du conflit.**

CONCLUSION :

DEUXIEME PARTIE :

**Les mouvements sociaux depuis 1986 :
repères documentaires
(par Pierre MATHIOT et René MOURIAUX)**

- 1. Chronologie des grèves 1986-1991**
- 2. Données statistiques sur les conflits 1986-1991**
- 3. Bibliographie sur les études consacrées aux grèves 1986-1991**
- 4. Images des grèves dans les sondages 1986-1990
(par Nadia DEHAN et Guy MICHELAT)**



CONFLICTUALITE EN FRANCE DEPUIS 1986

Dans *La Régression française* ¹, Laurent Joffrin exprime bien la mentalité de l'époque en déplorant "la généralisation des grèves particulières à intérêts particuliers., menées profession par profession en dehors des syndicats nationaux, sans souci du voisin ni de l'équilibre général". Il revient aux chercheurs de transformer cette représentation symptomatique en éléments plus problématiques.

Et d'abord, depuis quand s'exprime en France un nouveau style revendicatif ? Avec toutes les précautions que requiert une périodisation, 1986 peut être avancée comme année pivot. La grève des cheminots effectue le passage de la période de la "crise troublante" à celle de "la crise inégalement subie"². Des salariés osent parler publiquement de leur pouvoir d'achat alors que tous les observateurs de l'économique et du social assurent que l'heure est au qualitatif, à l'amélioration des conditions de travail, à l'affirmation de l'individu. Le grève avait été qualifiée de phéno-

1. JOFFRIN (Laurent), *La régression française*. Paris, seuil, 1992, p.10. La même approche se retrouve sous la plume de Jean-Michel Normand dans son analyse de l'évolution probable de la CGT : "le congrès (de 1992) pourrait amorcer la mutation de la CGT en une organisation politiquement plus indépendante mais axée sur la défense de tous les corporatismes sans souci de cohérence". NORMAND (Jean-Michel), "La CGT a peur du vide", *Le Monde*, 25 janvier 1992.

2. CAPDEVIELLE (Jacques) et al., *Approche politique de la grève en France (1966-1988)*. Paris, *Cahiers du Cévipof*, n°3, 1988, pp.3-6.

mène archaïque puisque le droit accordait aux travailleurs les moyens de prendre pacifiquement la parole. Et Pierre Rosanvallon assurait que la dissociation récente entre producteurs et consommateurs entraînait la dispersion "de revendications systématiquement perçues comme justes"³. Diagnostic doublement contestable. D'une manière générale "l'enjeu de la lutte est un enjeu de lutte ; à tout moment, il y a une lutte pour dire s'il est "convenable" ou non de lutter sur tel ou tel point"⁴. En second lieu, le conflit des cheminots en plein hiver 1986 a bénéficié d'une acceptation étonnante de la part des usagers.

Les actions revendicatives conduites depuis 1986 sont typées par quatre grands traits. D'abord les conflits sont fréquemment de longue durée. C'est le cas des roulants, des fonctionnaires corses, des fonctionnaires des impôts, des assistantes sociales, des ouvriers de Peugeot-Sochaux et de Renault-Cléon. Des secteurs en lutte reviennent tôt à la charge : les gardiens de prison ont renouvelé leur mouvement de 1988 en 1989, les infirmières celui de 1988 en 1991. L'énergie déployée par les salariés se heurte à une résolution également forte de la part des employeurs privés et des pouvoirs publics.

Deuxième tendance, la conduite de la lutte est assurée de manière démocratique. Les assemblées du personnel décident des objectifs et des formes d'action, apprécient les propositions faites lors des négociations. Des coordinations se forment, parfois pour combattre la division syndicale, parfois pour suppléer une présence trop faible des

3. ROSANVALLON (Pierre), *La question syndicale*. Paris, Calmann-Lévy, 1988, p.178.

4. BOURDIEU (Pierre), *Questions de sociologie*. Paris, Ed. Minuit, 1981, p.258.

organisations représentatives. Laurent Joffrin a raison de limiter l'originalité de la formule : "à vingt ans de distance, la coordination est une mouture new look de l'antique 'comité d'action' né du gauchisme des années 60"⁵ et des traditionnels comités de grève.

Troisième caractéristique, les contestations sociales depuis 1986 sont fragmentées. Les statistiques du ministère du Travail indiquent une chute des mouvements généraux. La grève du 24 octobre 1991 décidée par Force Ouvrière et appuyée par la CGT n'a recueilli qu'un écho limité. Des réflexes de fermeture se constatent. Lors de leur premier mouvement, les infirmières refusent que le cas des aide-soignantes soit associé au leur. Deux ans après, pareil ostracisme n'existe plus. L'action a favorisé une prise de conscience d'intérêts communs qui n'a jamais rien d'automatique. Contrairement à un angélisme curieusement flamboyant au temps du profit réhabilité, l'action syndicale repose au départ sur l'appartenance corporative. Les implications de la défense de son sort propre conduisent à des solidarités plus vastes : "un peu de corporatisme éloigne de la coalition interprofessionnelle, beaucoup en rapproche"⁶.

Enfin, l'élan revendicatif provient principalement des salariés de l'Etat, parce qu'ils sont mieux protégés des licenciements et parce qu'ils sont dans leur masse davantage soumis à la rigueur salariale. La dominante "publique" des grèves ne saurait cependant être outrée. La grève de Peugeot-Sochaux (septembre-octobre 1989) est

5. JOFFRIN (Laurent).- *Op. cit.*, p.185.

6 . NASIER (Jules).- *Approximation*, Montréal, Editions l'Inconnue, 1989, p.2.

l'exemple de la mobilisation privée. Le numéro 7 des *Cahiers du CEVIPOF* lui est consacré en raison de l'intérêt que représente ce cas. Sous une forme un peu remaniée⁷, nous publions un mémoire de DEA du cycle supérieur d'études politiques de l'IEP de Paris, dirigé par Pierre Favre, qui met bien en évidence la singularité du conflit et sa participation aux tendances générales de l'époque, dans la mesure où il fut long, conduit démocratiquement, sans extension au reste du secteur automobile, quoiqu'il ait bénéficié d'un réel soutien de l'extérieur.

7. Pour des raisons éditoriales, nous avons dû supprimer l'introduction théorique et méthodologique, la troisième partie interprétative ainsi que les annexes. Le texte complet est accessible à la bibliothèque de la FNSP. MATHIOT (Pierre).- *Etude socio-politique d'un conflit ouvrier de la fin des années 80 : monographie de la grève Peugeot-Sochaux (septembre - octobre 1989)*. Paris, IEP, 1990, 155 p., annexes, 54 p.

Première Partie :

**LA GREVE DE
PEUGEOT-SOCHAUX
(Septembre - octobre 1989)**



**A. Le déroulement de la grève :
aspect chronologique**

Participant du processus de "réveil social" qui surprit tant d'observateurs en 1989¹, le conflit de Peugeot-Sochaux réclame, pour être bien compris d'être saisi dans le contexte spécifique du Pays de Montbéliard. Après l'examen du cadre local dans le chapitre d'ouverture, nous retracerons la dynamique de l'affrontement social de l'automne 1989. A cette première partie de caractère général succèdera une analyse plus thématique avec l'étude de la conduite du conflit par les syndicats, de la place des manifestations dans l'action, de la stratégie du patronat.

CHAPITRE 1

L'INFLUENCE DU CADRE LOCAL

L'étude et l'analyse d'un conflit social doivent prendre en compte sa situation dans un cadre social, économique et culturel particulier. Le cas de l'usine Peugeot de Sochaux renvoie à l'idée d'un conflit local. Il y a là une histoire qui contribue fortement à identifier la région du Pays de Montbéliard avec l'industrie Peugeot. Pour autant que l'on puisse parler de culture d'entreprise, celle de Peugeot domine nettement l'environnement local jusqu'à se confondre avec lui. Ce que certains ont appelé "l'Aventure Peugeot " fut et est encore l'aventure d'une région

1. BIBES (Geneviève). - *Les syndicats européens à l'épreuve*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, pp.277-280.

foncièrement dépendante de l'industrie automobile; qui fonde sa prospérité, son dynamisme, et parfois ses doutes sur le développement de Peugeot.

Comme les conflits de LIP ou du Joint français en leur temps², le mouvement de Sochaux met en scène l'espace local et pose d'une certaine façon la question du rapport privilégié entre une région et l'industrie qui la fait vivre. En d'autres termes une grève à Sochaux cela concerne et intéresse la population toute entière.

1. Une région subordonnée à l'activité industrielle de Peugeot.

A la différence d'autres grandes usines automobiles en France, notamment dans la couronne parisienne³, l'usine Peugeot de Sochaux peut prétendre à une situation de quasi monopole sur sa région. Ce que J.P Goux qualifie avec juste raison d'"enclave" vit pour et par l'automobile⁴. L'emprise de Peugeot s'est consolidée au fur et à mesure des années depuis la fin du 19^{ème} siècle. Autour du site majeur de Sochaux, qui rassemble, au moment du conflit, 23000 salariés, gravite un certain nombre d'autres usines du groupe, de filiales et de sous-traitants. Si l'on prend en compte les effets induits de ces activités sur le secteur du bâtiment et des travaux publics, sur le commerce, sur les

2. Voir notamment CAPDEVIELLE (Jacques), DUPOIRIER (Elisabeth).- *La grève du Joint français*. Paris, Colin, 1975.

3. in FREMONTIER (J.).- *Renault, la forteresse ouvrière*. Paris, Seuil, 1971.

4. in GOUX (J-P.).- *Mémoire de l'enclave*. Paris, Mazarine, 1986; une partie des références citées ici est empruntée à cet excellent travail historique.

administrations et sur le secteur éducatif il est avéré que l'ensemble des habitants de la région dépend pour son travail et son existence de la mono-industrie automobile. A titre d'exemple, il y a peu d'années, le complexe industriel de Sochaux était le plus important d'Europe avec 43000 personnes employées. Aujourd'hui encore le département du Doubs, profitant de cette formidable excroissance industrielle que représente le Pays de Montbéliard, est le premier département exportateur par tête d'habitant en France et l'un des premiers pour la force de son secteur secondaire. Si l'on excepte la période difficile des années 1978 à 1985, Peugeot a toujours représenté, pour la population locale, l'entreprise où il fallait être embauché assurant à la fois un salaire supérieur, un prestige certain et une sécurité de l'emploi très proche de celle que garantit la fonction publique. Mais il ne faut pas se cacher que la situation de domination tranquille et consentie, justement parce qu'elle s'accompagnait de " retombées " positives pour tout le monde, s'est notablement transformée depuis le début des années 80 et , paradoxalement, depuis que Peugeot a recommencé sa marche en avant après 1985. Il faut désormais associer à la reconnaissance réaliste du caractère massif et incontournable de la puissance Peugeot une certaine distance critique dans la population, que la grève a contribué à révéler. Les réflexions désabusées comparant un " âge d'or " et la réalité actuelle nous ont frappé par leur caractère répétitif et insistant. Les plus anciens attendent la " quille " tandis que les jeunes restent par défaut, " parce qu'il n'y a rien d'autre ". Aussi cette subordination objective, de plus en plus mal vécue, envers une entreprise dont on dénonce les pratiques d'un autre âge et la " folie productiviste " peut, en sus de la revendication salariale puissante mais ponctuelle, expliquer de manière plus profonde le mouvement de grève.

Enfin, sur la courte période, il ne faut pas oublier que l'entreprise est passée très rapidement d'une situation critique à une situation saine voire euphorique. Les salariés ont supporté de sévères réductions d'effectifs, frappant en premier lieu la population immigrée, puis la rigueur salariale. L'acceptation de cette situation s'expliquait largement par les difficultés du groupe. Dans un second temps le retour aux bénéfices a posé la question du partage des fruits de la croissance. Les organisations syndicales ont à plusieurs reprises exprimé le voeu de voir les salaires augmenter d'une façon sensible tandis que la direction leur opposait le nécessaire désendettement et l'impérieuse modernisation des techniques de production. Les arguments économiques n'ont jamais été contestés par les syndicats, mais de leur point de vue l'effort sur les rémunérations valait reconnaissance des sacrifices consentis par le personnel pour franchir le cap de la crise puis s'adapter aux nouvelles exigences de production. Les refus répétés de la direction d'envisager la moindre variation de politique, au nom du primat économique, n'ont pas aidé à améliorer le climat social. Il apparaît que c'est en grande partie parce que Peugeot bénéficie d'une position monopolistique sur la région que les dirigeants de l'entreprise ont cru pouvoir maintenir une stratégie de non concertation.

2. L'organisation de l'usine de Sochaux : permanences et changements

Une des particularités du site industriel de Sochaux est, ou était jusqu'à la grève de l'automne 1989, d'avoir réussi à

maintenir une structure d'organisation du travail paternaliste voire autoritaire tout en menant, avec succès, une active politique de modernisation des ateliers et de l'usine toute entière. Nous avons là, résumées, les deux dimensions de permanence et de changement en interaction à Sochaux.

L'usine compte en 1989 23000 salariés et produit quotidiennement plus de 1800 voitures soit légèrement plus que ce qu'elle réalisait dans les années 60 avec un effectif de 43000 personnes. On peut distinguer trois catégories de personnel: les ouvriers au nombre de 16000 aux statuts et aux fonctions très disparates, 6000 ETAM - employés, techniciens et agents de maîtrise - qui ont une position intermédiaire, enfin 1000 cadres qui dans leur grande majorité travaillent dans le building de la direction et sont très largement coupés de l'usine proprement dite⁵.

Si l'on considère la population ouvrière il semble très difficile de distinguer des éléments d'homogénéité. D'abord tous ne travaillent pas en même temps; les deux-tiers sont de " tournées " la A et la B, le matin et l'après-midi, le dernier tiers travaille "normal". Les statuts sont aussi très différents de l'ouvrier qualifié, OS rebaptisé, jusqu'aux "sorcières", ouvriers experts, spécialisés dans les prototypes. Il existe en fait une gamme très étendue de tâches et de places dans le système de production qui tranchent nettement avec l'ancienne formule taylorienne. En outre des différences très importantes existent entre les ateliers. L'usine de Sochaux associe des secteurs de pointe, où les ouvriers sont à la fois qualifiés et sélectionnés par

5. la description de l'usine nous a été faite par un employé lors d'une interview.

l'encadrement sur des critères subjectifs d'allégeance à l'entreprise et de "bonne" syndicalisation. A ce sujet, Cl. Angeli et N. Brimo écrivaient en 1975 : "il faut récompenser les bons éléments et punir les mauvais. Il s'agit tel que le définit une brochure Peugeot de "favoriser certains membres du personnel ouvrier faisant preuve d'un attachement particulier à leur travail et d'un sentiment élevé des responsabilités que celui-ci comporte". Ce sont les sélectionnés"⁶. D'un autre côté il reste des secteurs traditionnels où persiste le travail en chaîne - carrosserie, fonderie - pour ceux des ouvriers qui sont en général les moins qualifiés mais aussi les plus combatifs. Ce sont les bastions de la CGT. Il est patent que l'affectation, les primes et les mécanismes de promotion ne reposent pas d'abord sur des critères professionnels mais plutôt sur une appréciation par la hiérarchie de la personnalité générale de l'ouvrier et premièrement de sa capacité à servir et à être discret. Dans un article du journal *Le Monde* en 1980⁷, M. Castaing rapportait que "pour mieux connaître encore les aspirations des travailleurs, il est établi un dossier individuel du personnel ouvrier - DIPO -. Pour les responsables de Peugeot-Sochaux, le DIPO a pour seul but "le progrès du personnel sur les plans humain et professionnel". Dix critères sont retenus: adaptabilité, ponctualité et assiduité, respect du matériel, état d'esprit et comportement, sécurité, disponibilité, esprit d'initiative, sociabilité, qualité du travail, activité au travail. Des notes sont attribuées de 1 (très insuffisant) à 3 (excellent). Au cours de la conversation, le directeur du personnel du CPS nous dira, d'ailleurs sans doute étourdiement: "ce n'est pas

6. in ANGELI (Cl.), BRIMO (N).- *Une milice patronale : Peugeot*. Paris, Maspéro, 1975.

7. in *Le Monde*, 23 février 1980.

étonnant que les délégués syndicaux CGT et CFDT aient 1. Ils font tout pour démolir l'entreprise".

Une des conséquences de cette gestion particulière du personnel, apparemment non remise en question en 1989, est de concentrer le risque de contestation sur des secteurs spécifiques, connus de l'ensemble des salariés comme de la direction. Ces ateliers tranchent avec le reste du site par des structures qu'on peut qualifier d'obsolètes ou de dépassées - chaînes, travail répétitif, bruits, odeurs... - mais, paradoxalement, ils se situent en des points stratégiques du processus de production ce qui en fait des endroits sensibles dont le blocage même partiel remet en question le fonctionnement global de l'entreprise. L'identité du groupe ouvrier est ici importante, elle confirme l'idée de Obershall selon laquelle "ce sont précisément les groupes ayant le mieux résisté à la désintégration qui se mobilisent le plus rapidement et plus efficacement pour promouvoir leurs intérêts propres"⁸.

3. Une spécificité ouvrière ?

Une majorité du personnel peut-être dite expérimentée, l'usine de Sochaux est en effet une entreprise où la moyenne d'âge est élevée: 45 ans. En outre, si l'on excepte les ouvriers immigrés dont le nombre a diminué du fait d'une intense politique d'aides au retour en 1985, les ouvriers sont très généralement issus du monde agricole, du Haut-Doubs et des Vosges notamment. L'ouvrier qu'on

8. in OBERSHALL (A.)- *Social conflict and social movements*. Prentice Hall, 1973.

peut qualifier d'idéal-typique⁹, a pu accéder à la propriété en " faisant construire ". Il jouit également de remises de prix sur les achats de voitures, revendues tous les six mois ce qui fait du personnel Peugeot, dans le jargon commercial, la force de vente la plus efficace du groupe automobile. Cet ensemble de facteurs lui a permis de se forger une situation qui convient au fond assez bien avec l'ambition de départ, qui se limitait souvent à trouver un travail stable correspondant à une formation professionnelle faible. On entrait chez Peugeot souvent dès avant le service militaire; l'usine formait ces ouvriers et assurait leur promotion interne.

Il faut donc concevoir la région du Pays de Montbéliard comme un espace centré sur un groupe industriel qui permettait et garantissait beaucoup de choses à ceux qui le servaient. En l'occurrence l'usage de l'imparfait n'est pas utile puisque globalement une telle situation persiste, quoique de façon moins visible depuis la crise.

Ainsi l'ouvrier vit généralement dans un monde d'où est exclue la contestation du patron. La force du sentiment d'allégeance est prégnante. Plus globalement la conjonction de l'ensemble de ces facteurs contribue à forger un "esprit maison" ou un "esprit Peugeot" fait tout à la fois de respect pour l'entreprise et pour le travail "bien fait" et de modération revendicative. Après la grève de l'automne 1989, des non grévistes interrogés sur leur non

9. nous empruntons la définition de M. Weber pour qui "on obtient un idéal-type en accentuant unilatéralement un ou plusieurs point de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets" in WEBER (M.).- *Essais sur la théorie de la science* . Paris, Plon, 1966.

engagement dans un mouvement qui a priori les intéressait, ont simplement répondu qu'il "ne les concernait pas". Il ne faut certes pas généraliser cette esquisse de portrait mais le fait est qu'un grand nombre d'ouvriers et d'ETAM s'y reconnaîtraient assez aisément. Pour aller vite on dira que la combinaison d'une culture catholique et d'une origine rurale très souvent revendiquées suffit à remettre en question le statut objectif d'ouvrier. Beaucoup d'ouvriers de chez Peugeot ne se "pensent" pas en tant que tel et n'ont pas ce qu'on appelle habituellement une culture ouvrière ou encore moins une conscience de classe qui serait fondée sur l'affrontement avec le patron.

L'explication de P. Dubois implique bien ici que "la réaction ouvrière face au travail se présente la plupart du temps en ordre dispersé. Fréquemment, dans chaque usine, travaillent côte à côte des ouvriers qui s'impliquent positivement dans leur travail, d'autres qui vivent en retrait, d'autres qui critiquent, d'autres, enfin, qui pratiquent l'action directe... Globalement, les moyens de contrôle et de division de la main-d'oeuvre s'avèrent efficaces, car la critique et l'action directe collective, créant les conditions d'une solidarité ouvrière, demeurent exceptionnelles dans l'espace et dans le temps"¹⁰.

10. in DUBOIS (P.).- *Les ouvriers divisés* . Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1981.

4. Le paysage syndical et les implications de Peugeot dans la vie sociale et politique

Une autre dimension intéressante du site industriel de Sochaux est son paysage syndical et plus exactement le clivage qui oppose ce que dans la terminologie patronale on dénomme les organisations "réformistes" et les syndicats "révolutionnaires". Le directeur du personnel, M. Daget distingue pour sa part entre des "syndicats coopératifs" et la CGT¹¹. Certes cette distinction rapide n'est pas propre au groupe Peugeot, mais l'antagonisme y a pris au fil des années des proportions importantes. En outre la direction de l'usine ne s'est jamais privée d'entretenir et d'utiliser la forte division syndicale, cherchant au fond à diviser pour mieux régner.

Le syndicalisme d'essence patronale s'est à l'origine développé avec Biétry autour de Peugeot. Il avait pour fonction première d'empêcher la pénétration des idées anarcho-libertaires et plus tard communistes. Il s'est maintenu, sous des formes diverses, jusqu'aux années 80 où on le retrouve sous les traits de la CSL - confédération des syndicats libres - que l'on peut situer à la droite du spectre syndical. Schématiquement la ligne de la CSL se résume en deux formules: un anti-cégétisme militant et la modération envers la direction, excluant le recours à la grève.

Une majorité réformiste associant la CSL, FO, la CFTC et la CGC a été portée à la tête du comité d'établissement de l'usine de Sochaux en 1985 sous l'oeil bienveillant de la direction. Cette nouvelle équipe a mis fin à 60 années de

11. Entretien du 10 avril 1990.

présence cégétiste grâce à un renversement d'alliances, puisque FO jusque là alliée du couple CGT/CFDT a rompu le contrat de gestion, poussant la majorité vers la droite. Ce fut une des conséquences de la grève ratée de 1981 qui s'acheva dans la désunion syndicale et exacerba les divisions entre la CGT et FO. Aussi la présence de Force Ouvrière dans le mouvement de 1989 a-t-elle surpris.

Le contrôle du comité d'établissement par la direction est patent bien que médiatisé par les quatre organisations syndicales; ceci a contribué à réduire fortement ce que l'on a coutume d'appeler le contre-pouvoir syndical, notamment ses moyens logistiques et matériels.

Dans un même ordre d'idée la présence de la CGC, parmi d'autres, à la tête du CE présente deux intérêts. Elle amène à envisager la place particulière que le syndicat des cadres occupe dans l'usine de Sochaux. Elle conduit, par extension, à s'interroger sur ce qu'il faut bien nommer la "présence Peugeot" hors de l'usine, dans la vie politique et associative locale notamment. Ces deux réalités sont d'ailleurs, elles aussi, inscrites dans l'histoire du Pays de Montbéliard.

Avec près de 800 cadres encartés sur 1000 la section CGC de Peugeot Sochaux est une des plus importantes en France. La CGC joue un rôle de partenaire de la direction, dont une partie des membres est elle-même CGC, tant au sein de l'usine, pour les promotions et nominations, que dans la vie sociale de la région où le personnel d'encadrement est très actif dans les conseils municipaux, le monde associatif et les clubs sportifs. D'un autre côté le personnel politique de gauche est aussi issu, quoique dans des moindres proportions, de chez Peugeot, ce qui

contribue à atténuer l'idée d'un contrôle unifié du champ social. Durant la grève, la ligne de partage entre les communes qui aidaient les grévistes et celles qui s'abstenaient passent justement entre les municipalités de gauche - ce qui pour des villages a souvent, il est vrai, peu de sens - et celles gérées par des "Peugeot".

L'opposition syndicale - qui sera traitée plus particulièrement dans le chapitre 3 - se compose depuis 1985 de la CGT et de la CFDT. Cette opposition s'inscrit à un double niveau: à la direction sur l'ensemble de sa politique notamment les salaires, les cadences et le temps de travail; à la majorité qui contrôle le CE sur les questions de la stratégie d'action et d'animation du CE et, plus prosaïquement, une lutte d'influence, attisée en période d'élections. Pour résumer nous dirons que la proximité de la CGT locale avec le pôle réformateur du PCF, sous l'influence de son jeune leader Loris Dall'o, a aidé à la définition d'une politique d'union avec la CFDT entendue comme condition sine qua non de l'action.

CHAPITRE 2

UN CONFLIT SOCIAL QUI TARDE A S'INSTALLER MAIS QUI S'INSCRIT DANS LA DUREE : UNE PRESENTATION DE LA CHRONOLOGIE

La grève de Sochaux se présente comme un mouvement social assez long, 45 jours environ, ceci en comparaison avec les chiffres moyens qui oscillent au-dessous de 10 jours, qui met en scène une population très importante, 27.000 salariés, qu'elle soit gréviste ou non. Enfin il faut avoir à l'esprit que le conflit fut bicéphale puisque Mulhouse et Sochaux ont été concernées.

La grève sera abordée en trois temps : du 4 au 13 septembre, les origines et le déclenchement ; du 14 septembre au 2 octobre, l'extension du mouvement et l'installation dans la durée ; du 2 au 24 octobre, la phase de négociations et la suspension de la grève.

1. Origines et déclenchement.

Les origines du conflit et son déclenchement sont à situer entre les 4 et 13 septembre 1989. Les points de repère sont d'une part les premiers débrayages survenus à l'usine de

Mulhouse et d'autre part les premiers effets importants de la grève de Sochaux sur la production.

Tant les salariés de l'usine de Mulhouse que ceux de Sochaux n'ignorent pas à l'automne 1989 que leur entreprise connaît une période de prospérité - plus de 8 milliards de francs de bénéfice net en 1988. Sur le terrain, au quotidien, cela se traduit par l'embauche de très nombreux jeunes travailleurs intérimaires, originaires le plus souvent d'autres régions (Nord et Bretagne), et par le travail des volontaires les samedis matins. Pour ce qui concerne Sochaux, vient s'ajouter la préparation de la sortie de la nouvelle voiture : la 605. Il convient également d'ajouter que le volontariat du samedi est presque obligatoire, une non présence signifiant un point négatif dans le calcul de la prime annuelle. De plus le fait de travailler en heures supplémentaires permet d'augmenter le salaire, ce qui a fait dire à certains syndicalistes qu'il faut, chez Peugeot, travailler 43 heures par semaine pour arriver à vivre.

Dès le mois de juillet un mot d'ordre de débrayage avait été lancé par la CGT et la CFDT, il ne remporta alors aucun succès¹. Les revendications portaient sur les salaires mais aussi sur le passage aux 35 heures et sur l'embauche des intérimaires. Seulement 2 mois après ce coup d'épée dans l'eau un autre mouvement s'enclenchait à Mulhouse et finissait par gagner Sochaux. Or les revendications étaient identiques, le changement dans les attitudes de ceux des salariés qui vont entrer dans la grève peut être expliqué par trois facteurs. D'abord il y a eu le mois d'août, c'est à dire la période des congés payés : la feuille de paye reçue début

1. In *Le Pays de Franche-Comté*, juillet 1989.

septembre est amputée de l'ensemble des heures supplémentaires, beaucoup ont peut-être réalisé là combien leur situation dépendait du travail du samedi et constaté ce qu'était leur salaire réel calculé sur 39 heures hebdomadaires. En deuxième lieu la période estivale a été l'occasion pour le groupe Peugeot d'annoncer des bénéfices records de l'année 1988 et des projections supérieures pour l'exercice 1989. Ce type d'informations amplifiées par l'écho médiatique ne pouvait manquer d'intéresser et de faire réfléchir les salariés de Sochaux. Enfin un dernier point doit être souligné, il fut à notre avis décisif. Il s'agit de l'annonce par la direction, sans en référer aux syndicats, durant la matinée du vendredi 8 septembre, d'une augmentation de 1.5% pour le second semestre 1989.

Celles des organisations syndicales qui tentaient de mobiliser le personnel depuis la rentrée sur un mot d'ordre salarial, notamment le slogan national des 1.500 francs de la CGT, vont trouver là un relais efficace. En outre l'ensemble des syndicats, y compris la CGC et la CSL liées à la direction, vont dénoncer le chiffre présenté. Il fait peu de doute qu'à cet instant la quasi-totalité du personnel et de l'encadrement n'accepte pas la décision salariale de la direction. L'argumentaire de la direction nationale, repris par la direction du centre de Sochaux, apparaît illégitime. Il explique la modération salariale par l'impératif international, par la nécessité d'investir pour rester concurrentiel. Or les travailleurs de Sochaux sont peu enclins à accepter une fois encore un discours volontariste. Il leur semble en effet que des efforts ont déjà été largement consentis. Ainsi les effectifs totaux ont été réduits de moitié à production égale voire supérieure et 7 milliards ont déjà été investis dans la modernisation du site. Enfin la proximité des frontières allemande et suisse permet à chacun de comparer sa feuille

de paye avec celle des travailleurs frontaliers. Au total il existe sans doute à cet instant un sentiment d'incompréhension et de colère. La clé du mouvement social à venir réside dans la transformation des réactions individuelles en action collective.

On ne doit cependant pas commettre l'erreur de vouloir tout expliquer par une sorte de combinaison ou d'interaction entre une "faute tactique" de la direction et une mobilisation immédiate et efficace des syndicats. Pour un ouvrier de l'atelier de carrosserie : "ça causait pas mal depuis longtemps, ça a pété avec l'annonce d'augmentation"² ; pour lui le déclenchement est difficile à expliquer, les ouvriers ont discuté en petits groupes lors des pauses mais les syndicats n'ont, semble-t-il, pas joué un rôle central et ont plutôt su accompagner le mouvement de la base. D'autre part l'usine de Mulhouse débrayait depuis le début de la semaine - le 4 septembre - donc dès avant l'annonce salariale de la direction. A Sochaux, la CGT et la CFDT appelaient depuis le 4 septembre à rejoindre les grévistes de Mulhouse arguant de la nécessaire "solidarité pour gagner". Les premiers tracts de chacun des deux syndicats sont antérieurs au vendredi 8 septembre³. De même pendant 5 jours, jusqu'au 13 septembre, il s'agira moins d'une grève que de débrayages limités qui n'altéreront pas la production. La lecture de la presse et des tracts syndicaux entre le 8 et le 13 septembre montre bien alors l'échec potentiel de la grève à Sochaux⁴. La direction semble

2. Interview 25/11/1989.

3. Le premier daté du 6 septembre émanait de la CGT : "Ensemble pour et dans l'action".

4. Lecture exhaustive de *Libération*, *l'Est Républicain*, *Le Pays de Franche-Comté*.

contrôler la situation; Messieurs François et Daget, respectivement responsables du personnel et des relations extérieures, font diffuser des communiqués rassurants qui soulignent notamment que "les gens ont fait preuve d'une grande responsabilité, conscients qu'un conflit signerait l'arrêt de mort de la nouvelle voiture"⁵. Le premier week-end des 9 et 10 septembre marque en effet le lancement de la 605 avec organisation d'un show ouvert au personnel. La direction met aussi sur pied des visites guidées de l'usine pour la presse en évitant toutefois les ateliers chauds, surtout la carrosserie qui dans les premiers jours est isolée. Les syndicats eux-mêmes sont assez divisés entre la CGT qui appelle à la grève sur la base des 1.500 francs et la CFDT qui s'en tient aux débrayages et refuse le slogan salarial cégétiste jugé exagéré. Les autres syndicats demeurent en retrait et développent plutôt des stratégies individuelles de prise de contact avec la direction.

Au départ, seule la CGT semble croire au mouvement et note dès le 11 septembre qu'il "gagne en ampleur" et que des militants de la CFDT et de FO s'y sont joints. Toutefois les grévistes sont moins de 300, et leur action ne touche pas la production et ne s'étend pas au-delà des ateliers de carrosserie et de fonderie, en partie du fait de leur place dans le système de production - cf chapitre 1. Les propositions cégétistes de constituer une intersyndicale, sur le modèle de la grève de 1981, sont absolument rejetées par FO qui, il faut le rappeler, participe à la majorité anti-CGT de comité d'établissement. Enfin les appels à débrayer lancés dans les usines voisines sont des échecs notamment à Bart. La CFDT va jusqu'à reconnaître le 12 septembre que les ouvriers croient davantage la direction quand elle

5. Les 8 et 11 septembre.

dit, à tort, que Mulhouse faiblit que les syndicats qui appellent à la lutte⁶. L'impression générale au soir du 12 septembre est que le mouvement s'essouffle faute d'une préparation des salariés à franchir le pas; un ouvrier explique : "on est d'accord avec les syndicats, mais pas aujourd'hui".

Aussi la montée en puissance brutale du 13 septembre fut spectaculaire et devra être expliquée - cf chapitre 3. La presse locale souligne que "les grévistes ont réussi à donner au mouvement social, jusque là sporadique, une nouvelle tournure". Les prises de parole des militants, issus le plus souvent de l'aile Lutte Ouvrière de la CGT, trouvent un écho plus massif lors de la pause casse-croûte du matin. Les carrossiers rencontrent un soutien plus important lors de leur défilé rituel dans les ateliers et ce sont 600 ouvriers qui se rassemblent aux portières de l'usine dans la matinée. Au total la direction reconnaîtra que 40% de la production a été perdue sur l'ensemble de la journée. Il s'agit d'une amplification assez surprenante qui pousse la CFDT à rejoindre la CGT dans l'appel à la grève, abandonnant le simple appel au débrayage. Surtout FO, "poussée par sa base", s'associe aux deux centrales "révolutionnaires", après quatre années de guerre larvée sur fond de contrôle du comité d'établissement.

Ce phénomène d'accentuation oblige à se poser la question suivante : comment entre-t-on dans la grève ? La décision est avant tout individuelle; "le plus dur c'est pas la paye, c'est la trouille", on craint le regard des autres, on a peur de se retrouver tout seul, de subir des sanctions. Pour un ouvrier professionnel carrossier "si on y va c'est qu'on peut

6. In *Libération* du 12 septembre; témoignage d'un délégué CFDT.

plus faire autrement, on a la rage"⁷. L'ensemble des témoignages conduisent à relativiser le rôle des syndicats et à rejeter l'idée d'une grève sur mot d'ordre. L'environnement de travail apparaît plus essentiel, si le groupe se lance l'ensemble va partir en grève, par contre si un gréviste potentiel est isolé il continuera à travailler⁸.

Le déclenchement véritable du 13 septembre peut sembler limité puisqu'il ne concerne qu'une petite minorité du personnel - 1500 ouvriers des deux tournées et de la tournée normale sur 27.000 personnes. Il est cependant porteur d'espoir pour les grévistes ; en effet trois syndicats le soutiennent désormais, plusieurs ateliers sont concernés car l'emboutissage et la mécanique ont rejoint la carrosserie et la fonderie, enfin la grève totale s'est substituée aux débrayages successifs et on ne parle plus que de la manière d'organiser au mieux la "cogestion démocratique" du conflit. En outre preuve est faite que l'activité peut être perturbée par un groupe limité d'ouvriers situés à des points névralgiques du processus de production. Le primat de la référence salariale et du mot d'ordre des 1.500 francs a certainement fini par porter, notamment parce que les militants cégétistes ont su le diffuser sans désespérer dans les ateliers. De plus la direction a cru par trop au pourrissement et a "abandonné le terrain".

7. *Ibid.* 25/11/1989.

8. Voir article de M. Dobry in *La manifestation*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.

2. Une période d'extension et d'installation dans la grève (13 septembre-2 octobre)

L'extension du mouvement se traduit par l'augmentation du nombre de grévistes et surtout par les conséquences de ce mouvement sur la production. Il a paru nécessaire face aux sources discordantes de choisir une évaluation supposée objective, quoique issue de la direction, en l'occurrence les chiffres de la production automobile quotidienne. Ce choix a l'avantage de ne pas lier l'efficacité du mouvement avec sa représentativité. Les grévistes sont certes loin d'être majoritaires; ils ne recrutent que chez les ouvriers et seulement dans quelques ateliers. Mais l'important n'est pas tant leur nombre que l'impact de leur action sur le fonctionnement global de l'entreprise.

Il s'agit ensuite de ne pas associer abusivement l'extension et l'installation dans la durée. En effet la montée en puissance est très rapide puisque l'on atteint un niveau maximal - 15% de véhicules produits seulement - dès le 15 septembre, soit deux jours après le déclenchement véritable. Toutefois cette période n'est pas longue. La production augmente par petits paliers successifs tandis que le mouvement s'installe dans la grève et s'organise pour durer. Jusqu'au 2 octobre la production passe à 25%, puis 35% les 21 et 22 septembre avant de se stabiliser autour de 50%. Ainsi le mouvement social ne va pas connaître une consolidation mais va plutôt se structurer autour d'un noyau dur ouvrier issu pour la quasi-totalité des ateliers les plus anciens - la carrosserie et la fonderie.

Il existe des indicateurs de la réussite d'une mobilisation. Outre l'impact réel sur la production, la direction de l'usine est contrainte de s'organiser face à la grève. Le changement

plus faire autrement, on a la rage"⁷. L'ensemble des témoignages conduisent à relativiser le rôle des syndicats et à rejeter l'idée d'une grève sur mot d'ordre. L'environnement de travail apparaît plus essentiel, si le groupe se lance l'ensemble va partir en grève, par contre si un gréviste potentiel est isolé il continuera à travailler⁸.

Le déclenchement véritable du 13 septembre peut sembler limité puisqu'il ne concerne qu'une petite minorité du personnel - 1500 ouvriers des deux tournées et de la tournée normale sur 27.000 personnes. Il est cependant porteur d'espoir pour les grévistes ; en effet trois syndicats le soutiennent désormais, plusieurs ateliers sont concernés car l'emboutissage et la mécanique ont rejoint la carrosserie et la fonderie, enfin la grève totale s'est substituée aux débrayages successifs et on ne parle plus que de la manière d'organiser au mieux la "cogestion démocratique" du conflit. En outre preuve est faite que l'activité peut être perturbée par un groupe limité d'ouvriers situés à des points névralgiques du processus de production. Le primat de la référence salariale et du mot d'ordre des 1.500 francs a certainement fini par porter, notamment parce que les militants cégétistes ont su le diffuser sans désemparer dans les ateliers. De plus la direction a cru par trop au pourrissement et a "abandonné le terrain".

7. *Ibid.* 25/11/1989.

8. Voir article de M. Dobry in *La manifestation*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.

2. Une période d'extension et d'installation dans la grève (13 septembre-2 octobre)

L'extension du mouvement se traduit par l'augmentation du nombre de grévistes et surtout par les conséquences de ce mouvement sur la production. Il a paru nécessaire face aux sources discordantes de choisir une évaluation supposée objective, quoique issue de la direction, en l'occurrence les chiffres de la production automobile quotidienne. Ce choix a l'avantage de ne pas lier l'efficacité du mouvement avec sa représentativité. Les grévistes sont certes loin d'être majoritaires; ils ne recrutent que chez les ouvriers et seulement dans quelques ateliers. Mais l'important n'est pas tant leur nombre que l'impact de leur action sur le fonctionnement global de l'entreprise.

Il s'agit ensuite de ne pas associer abusivement l'extension et l'installation dans la durée. En effet la montée en puissance est très rapide puisque l'on atteint un niveau maximal - 15% de véhicules produits seulement - dès le 15 septembre, soit deux jours après le déclenchement véritable. Toutefois cette période n'est pas longue. La production augmente par petits paliers successifs tandis que le mouvement s'installe dans la grève et s'organise pour durer. Jusqu'au 2 octobre la production passe à 25%, puis 35% les 21 et 22 septembre avant de se stabiliser autour de 50%. Ainsi le mouvement social ne va pas connaître une consolidation mais va plutôt se structurer autour d'un noyau dur ouvrier issu pour la quasi-totalité des ateliers les plus anciens - la carrosserie et la fonderie.

Il existe des indicateurs de la réussite d'une mobilisation. Outre l'impact réel sur la production, la direction de l'usine est contrainte de s'organiser face à la grève. Le changement

de comportement vaut reconnaissance du conflit et tranche avec une première semaine où personne au sein de la direction n'envisageait sérieusement une extension de la grève. Pourtant, dès le 14 septembre, les journalistes, jusque là assez libres de leurs mouvements au sein de l'usine, rencontrent des difficultés pour y pénétrer. La mise en quarantaine des ateliers touchés est confirmé par le blocage des voies de passage d'un secteur à l'autre de l'usine, cela afin d'éviter une "contamination". Le même jour Jacques Calvet répond à une interview sur Antenne 2 sur un ton à la fois paternaliste et sentencieux voulant signifier en quelque sorte aux grévistes qu'il faut vite "redevenir sérieux et responsables". Le lendemain, vendredi 15 septembre, marque l'apogée de la grève tant à l'intérieur de l'usine qu'à l'extérieur puisque pour la première fois une manifestation est organisée entre Sochaux et la zone piétonne de Montbéliard. Ce sont environ 3500 personnes le matin et 700 l'après-midi⁹, lors d'un second défilé improvisé, qui y participent à l'appel de la CGT, de FO et de la CFDT auxquelles se joint la CFTC pourtant non gréviste. La région connaît là sa plus grande manifestation depuis 1968. La direction prend acte de l'ampleur de la mobilisation et annule, lors d'un comité d'établissement extraordinaire, le travail volontaire du samedi "jusqu'à nouvel ordre". Dans le même temps elle entreprend, par un courrier adressé à l'encadrement, de rechercher des soutiens parmi les cadres dont l'organisation tutélaire la CGC manifeste elle aussi sa mauvaise humeur. Le lendemain 16 septembre l'ensemble du personnel reçoit à son domicile une lettre personnalisée du directeur du centre de production

9. Les chiffres de manifestants ou de grévistes sont obtenus en faisant une moyenne entre les diverses sources (direction, grévistes, services de police).

de Sochaux, Monsieur Perrier, qui écrit notamment: "je suis persuadé que la majorité du personnel ne veut pas d'un conflit à Sochaux qui remettrait en cause tant d'années d'effort, quelle que puisse être par ailleurs son attitude à l'égard des salaires. J'ai confiance en vous et je vous demande de reprendre dès lundi votre poste de travail dans le calme...". La tactique est claire, elle consiste à distinguer la majorité silencieuse "responsable", soucieuse de l'avenir de Peugeot d'une minorité activiste. De plus le fait de choisir le week-end et le domicile n'est pas un hasard ; la lettre arrive là où l'ouvrier est seul, privé du soutien du groupe, face à sa famille qui peut le "rappeler à la raison". Le mercredi 20 enfin un communiqué de la direction met en cause des entraves à la liberté du travail. Cette ensemble d'actions reflète la mise en place d'une gestion de la grève par la direction fondée sur l'isolement des grévistes et la délégitimation de leurs actes présentés comme dangereux pour l'entreprise et illégaux.

Jusqu'au 2 octobre, la grève se déroule dans une opposition apparente entre d'une part une production qui reprend, c'est-à-dire un mouvement qui recule ou se maintient difficilement, et d'autre part une organisation gréviste qui se structure et cherche à gérer la durée à son profit. La question du temps est liée à un impératif: les grévistes doivent maintenir une pression suffisante assez longtemps pour espérer obtenir satisfaction. Dans ce cadre la structuration du mouvement apparaît essentielle d'autant plus qu'il met en scène des groupes divers: la CGT, la CFDT, FO et des non syndiqués. Le 20 septembre, les trois syndicats s'engagent dans la voie d'une "démocratisation" du conflit en mettant en place une assemblée générale quotidienne se substituant aux consultations dispersées de leurs bases respectives. Une telle organisation représente

une forme de compromis fondé sur le contrôle réciproque des syndicats, sur le respect des exigences unitaires de la majorité non-syndiquée des grévistes et sur leur volonté de s'exprimer, "d'ouvrir sa gueule", tant sur le déroulement du conflit que sur les discussions avec la direction. Il faut souligner qu'au niveau de l'usine de Sochaux ce compromis représente une certaine surprise si l'on considère les lourds antagonismes "historiques" entre syndicats depuis la précédente grève de 1981 - cf. chapitre 1.

L'assemblée générale matinale, lors de la pause de 7h30, permet de définir l'emploi du temps de la journée: défilé dans les ateliers, sorties à destination des portes de l'usine, meeting, manifestations dans les rues de Montbéliard. Il convient d'insister sur la modération des grévistes qui dans leur majorité sont demandeurs d'une pratique légaliste et "responsable" tranchant en cela avec les militants Lutte Ouvrière de la CGT partisans d'une ligne plus dure. Ainsi le dépassement du cadre d'action défini en assemblée générale a toujours été posé comme motif de rupture par FO, la CFDT et la majorité des non syndiqués. La CGT l'a accepté, malgré sa minorité gauchiste, n'ignorant pas l'utilité de l'action unitaire. En fait le problème va se trouver posé plusieurs fois : le 20 septembre quand le leader LO Charles Driano emmène 100 grévistes à Mulhouse, le 26 septembre avec l'occupation des ateliers de mécanique par 300 grévistes, ou bien encore le 27 lorsque, après la publication par le *Canard Enchaîné* de la feuille de paie de Jacques Calvet, un certain nombre de grévistes vont demander un durcissement de l'action. A chaque fois les représentants syndicaux réaffirment la nécessité impérieuse de respecter la liberté du travail, en appellent à l'esprit de

responsabilité et répondent à la direction sur le thème de l'attachement à l'outil de production et à la nouvelle voiture.

La gestion quotidienne n'est pas aisée; une opposition, sur le terrain, met face à face les grévistes, qui défilent chaque jour dans des ateliers, et le personnel d'encadrement chargé par la direction de contrôler ces déplacements et d'empêcher les contacts entre les cortèges et les ouvriers non grévistes. En outre les trois syndicats doivent légitimer leur choix tactiques face aux organisations non grévistes qui s'associent de leur côté pour obtenir des audiences auprès de la direction, le 20 septembre des démarches ont ainsi lieu en ce sens.

L'installation dans la grève dépasse le simple cadre de l'usine et du territoire de travail. Sur la période qui nous intéresse, 13 septembre-2 octobre, vont se dérouler pas moins de six manifestations, sur le trajet usine de Sochaux-centre de Montbéliard, rassemblant des effectifs conséquents : 3500 les 15 et 18 septembre ; 1500 puis 5000 le 21 ; 3000 le 27. De manière générale - voir l'étude des manifestations chapitre 4 - les manifestations seront organisées par un des deux syndicats en " pointe", CGT ou CFDT, et soutenu par les autres à l'exception de la première qui fut le fruit d'une organisation collective associant aussi FO. Le but recherché est alors surtout de populariser le mouvement social, de trouver dans la population et auprès des élus un certain nombre de soutiens. Seules les première et sixième, les 15 et 27 septembre, auront une autre finalité. Dans le premier cas l'obtention d'une audience à la sous-préfecture qui valait reconnaissance de la grève. Dans le second cas, se rendre devant l'inspection du travail pour protester contre certaines actions de la direction, notamment l'obstruction des portes de liaison entre ateliers destinée à

stopper la progression des cortèges grévistes au détriment des règles de sécurité.

Il est nécessaire de distinguer entre la revendication salariale initiale qui fut largement à l'origine du conflit et les appels à négocier qui sont d'une certaine manière le produit de la grève elle-même. Pour expliquer l'accent mis sur le mot d'ordre cégétiste des 1.500 francs P. Hassenteufel¹⁰ rappelle que "c'est l'unicité de la revendication, sa simplicité et donc la finalisation étroite de la mobilisation qui apparaissent comme les garants d'une plus grande efficacité de l'action". De fait la CFDT et FO n'omettent pas de rappeler qu'ils ne demandent que 500 et 250 francs, mais il est avéré que le slogan le plus élevé est celui qui est le plus repris et le plus mobilisateur. Sans mésestimer l'importance de la revendication salariale, qui est à la base des tracts, des slogans et des chants, il nous semble qu'elle fut assez vite subordonnée au thème de la négociation. En quelque sorte l'action va créer sa propre revendication c'est-à-dire obtenir l'ouverture de discussions avec la direction. Lorsque cette dernière annoncera, le 2 octobre, l'ouverture de discussions cela raisonnera comme un succès. Ainsi donc dès le 14 septembre un tract des communistes reconstruc-teurs stipulait: "Peugeot doit négocier sans tarder" ; le 18 septembre à l'occasion de la 3ème manifestation les syndicats en grève adressaient une motion à la direction allant dans ce sens tandis que la CGT écrivait: "M. Calvet, négociez !". Le lendemain 19 septembre l'ensemble des syndicats faisaient savoir, en ordre dispersé, "qu'il faut négocier". Force Ouvrière adresse une lettre à

10. P. Hassenteufel, *Emergence de mouvements identitaires limités et crise de la représentation : éléments de lecture socio-politique des coordinations*. Mémoire de DEA, Paris I, Octobre 1989.

Pierre Peugeot le 21 lui demandant d'intervenir auprès de Jacques Calvet. Aussi jusqu'au 2 octobre l'action des grévistes est largement déterminée par la volonté d'aboutir à des négociations. Ils se divisent même parfois sur les modalités pour y parvenir, reproduisant la césure entre durs et modérés.

Outre la dimension revendicative de l'action il faut envisager son aspect financier. Le coût que représente une grève pour celui qui y participe est logiquement fonction croissante de la durée de la grève. Cet axiome sera d'ailleurs à l'origine d'une innovation sous la forme d'une grève dite alternative suivie de manière erratique par les ouvriers afin d'atténuer leurs pertes financières. Comme en 1981 - le conflit dura alors 41 jours -, les dirigeants syndicaux cherchent assez vite à mettre en place des secours financiers. Dès le 21 septembre, à l'occasion de la grande manifestation, annonce est faite que la ville de Belfort et le conseil général du Territoire de Belfort ont alloué des aides. C'est le point de départ d'une entreprise assez importante de collecte de fonds qui va à la fois solliciter les collectivités locales, la population et le pays tout entier puisque la CGT mettra sur pieds une collecte nationale. Le 22 septembre, les syndicats annoncent un porte-à-porte pour le week-end et des collectes aux portes des usines auprès des non grévistes. Les fonds rassemblés les 24 et 25 se montent à 515.000 francs qui seront distribués le week-end suivant. Dans le même temps sont organisés un certain nombre de bals, rencontres sportives et tombolas. Comme nous le verrons plus loin, le mouvement d'entraide va se maintenir jusqu'à la fin de la grève et devenir après coup un sujet de polémique entre la direction de Peugeot d'une part et les syndicats et des municipalités d'autre part.

La dynamique du mouvement social est fondée sur une organisation stricte de l'action, sur des revendications simples et sur la recherche de soutiens extérieurs par la manifestation et par la collecte financière¹¹. Cette pratique fait l'objet d'une contre stratégie d'ensemble de la direction qui prend, entre le 13 septembre et le 2 octobre, plusieurs formes différentes. Des points de presse quotidiens sont l'occasion de diffuser un certain nombre d'informations et de messages. Ainsi le 20 septembre on parle d'entrave à la liberté du travail tandis que, au contraire, le 29 l'attitude des syndicats est saluée par M. Perrier. La direction entreprend également de mobiliser le personnel non gréviste et surtout les cadres et ETAM afin d'organiser un "suivi" rigoureux et permanent des déplacements et activités des grévistes. Elle cherche enfin à agir directement sur les grévistes en supprimant une prime de lancement de 500 francs et en adressant deux lettres personnalisées à tous les salariés. Dans la seconde, en date du 30 septembre, M. Perrier écrit : "nous attirons votre attention sur le caractère illicite d'une telle situation et nous vous mettons en garde sur les conséquences disciplinaires qui découleraient de votre présence au CPS en dehors de votre horaire de travail pour participer à des actions non moins illicites". On cherche par tous les moyens à réduire l'importance du mouvement; mais cet enfermement dans une logique du pourrissement, symbolisée par le refus absolu de tout dialogue, est aggravée par le fait que la direction du centre de Sochaux ne dispose en réalité d'aucune marge de manoeuvre. Elle apparaît subordonnée aux paroles et aux actes de la direction nationale. Ainsi M. Perrier va défendre la position de Jacques Calvet exprimée le 25 septembre. Le dirigeant de Peugeot déclarait : "il est clair que la direction ne

11. Nous tenterons de le démontrer au chapitre 3.

changera pas de position comme il est clair que les grévistes savent maintenant qu'ils mènent un conflit inutile et dangereux".

3. Négociations et suspension du mouvement (2 au 24 octobre)

Le lundi 2 octobre le mouvement se poursuit sans être apparemment atteint par la deuxième lettre de la direction et par l'arrivée des feuilles de paie de septembre. Dans la matinée la direction nationale crée la surprise en annonçant l'ouverture de discussions avec l'ensemble des syndicats le soir même à Paris. Le revirement est difficile à expliquer, c'est en apparence l'abandon d'une stratégie de combat. Toutefois le conflit est encore à trois semaines de son dénouement, autrement dit la phase de négociations sera lente. La pratique gréviste mise progressivement au point après le 13 septembre se maintient en l'état après le 2 octobre tout en s'adaptant. La CGT et la CFDT agissent désormais sans FO, les secours financiers deviennent plus lourds à assumer, il faut enfin gérer à la fois une augmentation de la tension entre grévistes et non grévistes et définir ses positions en fonction de ce que Mulhouse décide. Cependant alors que l'organisation générale du mouvement perdure, la grève est néanmoins entrée dans une phase d'échanges associant trois acteurs; la direction nationale, les syndicats grévistes de Sochaux et Mulhouse, les syndicats non grévistes.

Les propositions de la direction se limitent à une exigence: "la cessation de toutes les occupations illégales des locaux de travail comme préalable à un éventuel dialogue". En fait est surtout visée par cette adresse l'occupation de la forge

de Mulhouse, depuis le 25 septembre, qui prend la forme d'une grève-thrombose et menace d'asphyxier l'usine. A Sochaux, si la CGT et la CFDT refusent, FO par contre met cette esquisse de dialogue à profit pour se "retirer temporairement" afin "de laisser une chance au dialogue". Les syndicats non grévistes (CGC, CSL, CFTC) déclarent, lors d'une conférence de presse commune : "le dialogue a été engagé, il faut favoriser la négociation". L'isolement des syndicats, que la direction a coutume d'appeler "révolutionnaires", est à nouveau réalisé. La direction annonce dans la foulée, le 3 octobre, qu'elle accepte de discuter de l'ensemble des problèmes y compris salariaux.

Pourtant le 4 octobre, Mulhouse vote le maintien de l'occupation de la forge tandis qu'à Sochaux le nombre de grévistes ne pâtit pas du départ de Force Ouvrière. La centrale de Marc Blondel choisit une position intermédiaire en appelant à une heure de débrayage quotidien. L'évolution de la situation conduit à un rapprochement des mouvements de Sochaux et Mulhouse qui jusque-là faisaient plutôt cavalier seul. Les militants Lutte Ouvrière de la CGT obtiennent l'organisation d'un "train des 1000" qui conduit, le 5 octobre, les sochaliens à Mulhouse pour une manifestation unitaire. Dans le même temps le gouvernement qui n'avait eu de cesse de rappeler qu'il s'agissait d'un "conflit de droit privé", annonce la nomination d'un médiateur en la personne de M. Blanchard, ancien directeur du Bureau international du travail.

Nous pouvons donc noter, jusqu'au 24 octobre, d'un côté un certain nombre d'indicateurs laissant à penser que la situation évolue, et débouchant en dernière instance sur la suspension du mouvement. Mais, d'un autre côté, d'autres

indicateurs montrent que la lutte continue voire s'intensifie. Autrement dit il n'existe pas de relation causale forte entre l'affaiblissement de la grève et la progression vers son règlement. Il cesse plus du fait de la volonté et du réalisme des acteurs du mouvement social, certes contraints par le contexte de la négociation, que faute de combattants.

Il apparaît un phénomène de réponse ou d'interaction entre un pôle de négociation et de médiation et un pôle dit de la pratique gréviste. Le 8 octobre, M. Blanchard reçoit l'ensemble des organisations syndicales à la sous-préfecture de Mulhouse et présente des conclusions le 10¹². Il propose de subordonner l'ouverture immédiate de négociations sur les salaires à l'évacuation de la forge de Mulhouse. La CGT et la CFDT rejettent les propositions à l'unanimité de l'assemblée générale. Mais le vote par Mulhouse de l'évacuation le 12 permet d'engager des discussions à Paris le 13. La première décision avancée par la direction, fidèle en cela à une tradition bien ancrée, est d'accepter la levée des sanctions disciplinaires qui concernent presque exclusivement le site de Mulhouse. Enfin dans la nuit du 16 au 17 sont présentées, au terme de douze heures de discussions, des "propositions définitives" tenant en deux points essentiels : le relèvement de 350 francs du plancher des bas salaires et l'instauration d'un véritable treizième mois à la place des primes individuelles. Les réactions sont très négatives ; la CGT et la CFDT reconduisent le mouvement à l'unanimité tandis que FO déclare "penser à revenir totalement dans la grève". Mais la direction de Sochaux réaffirme les 18 et 19 le caractère définitif des

12. Le choix de Mulhouse comme lieu des rencontres indique à l'évidence que le conflit alsacien était considéré comme difficile et plus tendu que le mouvement sochalien.

propositions et fait parvenir une troisième lettre au personnel le 21 où sont présentées les propositions salariales et où est prônée la réconciliation: "nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour que le climat redevienne serein. Le conflit bien que dur s'est déroulé correctement. Il faut que chacun y mette du sien pour que la situation redevienne normale le plus vite possible".

Tout au long de cette période la pratique gréviste va osciller entre les actions habituelles et "routinisées" et une tentation plus extrémiste. Les grévistes maintiennent un cadre organisationnel strict fondé sur les A.G, les votes sur la poursuite du mouvement et les défilés. En outre ils reçoivent Henri Krasucki, qui apporte le fruit de la collecte CGT, au sein même de l'atelier de carrosserie le 6 octobre et mettent encore sur pied deux manifestations les 10 et 18 octobre. L'organisation des secours financiers perdure Surtout les mots d'ordre généraux portant sur le rejet des propositions de la direction et sur les appels à mobiliser et à renforcer la lutte sont communs aux deux syndicats malgré un certain nombre de tensions.

On constate en effet un durcissement à deux niveaux ; d'une part de la CGT par rapport à la CFDT et d'autre part chez une minorité de grévistes, qui se distinguent là de l'ensemble du groupe en prônant des actions plus radicales et en s'en prenant, oralement, aux non grévistes pendant les défilés. La CGT met seule sur pied, le 5 octobre, un train pour Mulhouse qui va réunir 1000 grévistes ; la CFDT critique cette action et met en garde "pour ne pas recommencer 1981". En second lieu la CGT prend l'initiative ce même 5 octobre de déposer plus de 1000 plaintes au tribunal des prud'hommes concernant la prime de 500 francs non versée aux grévistes. Elle encadrera 500

d'entre eux qui se rendront à l'audience du tribunal le 16. Cependant malgré ces velléités "sécessionnistes" l'action unitaire va se maintenir sous l'effet convergent d'une réelle aspiration des grévistes à "aller au bout ensemble" et du pragmatisme de la CGT soucieuse de ne pas altérer l'image au total assez positive retirée du conflit. Ainsi c'est en assemblée générale, avec les deux syndicats associés, que les grévistes vont organiser leur sortie mettant sur pied une " manifestation d'adieu " le 23 et votant aux deux tiers pour la suspension du mouvement, et non sa fin ce qui a valeur de symbole. Durant cette période les militants de LO ne réussirent pas à entraîner une partie des grévistes dans la poursuite de l'action. Enfin le 24 octobre les grévistes, dans un souci affirmé de dignité et de solidarité, se raccompagnent mutuellement à leur poste de travail tandis que la CGT et la CFDT déclarent vouloir mettre en place une organisation de suivi destinée à maintenir "un esprit de mobilisation et de lutte".

En dernier lieu il convient de souligner deux points qui, à notre avis, ont contribué fortement au règlement du conflit. D'abord l'évolution de la situation à Mulhouse a été, semble-t-il, décisive pour le mouvement de Sochaux. Le cadre des négociations nationales a été fourni par la situation à Mulhouse - occupation de la forge, nombreuses sanctions, violences entre salariés, isolement de l'usine par la direction. La direction a trouvé une grande partie de ses arguments de négociation dans les comportements spécifiques aux grévistes mulhousiens. En outre les deux décisions des 12 et 20 octobre d'évacuer la forge et surtout d'arrêter la grève ont eu indéniablement un impact négatif à Sochaux où l'on comptait beaucoup sur l'unité d'action des deux centres. Un second point est ce qu'on peut appeler le rétrécissement lent de la base gréviste, c'est-à-dire la

progression corrélative du niveau de production qui a atténué l'esprit combatif du mouvement risquant de le transformer en combat sans troupes. On peut parler ainsi d'un ensemble de contraintes fortes ayant conduit à la suspension de la grève mais dans une atmosphère de joie et de victoire comme l'exprimait la presse le 25 octobre: "La grève est suspendue, vive la grève !".



B. L'organisation du mouvement de grève et les acteurs du conflit



CHAPITRE III

LA GESTION

PAR LES SYNDICATS DE LA BASE :

PRAGMATISME ET DEMOCRATIE DIRECTE

Une grève met en jeu un certain nombre d'acteurs et de groupes qui s'associent ou se combattent selon les intérêts qu'ils défendent. Logiquement les premiers acteurs d'un mouvement social sont les grévistes, c'est-à-dire un agrégat d'individus unis autour d'un objectif commun et ayant pris le risque de se distinguer du groupe, en quelque sorte de transgresser l'interdit que représente la cessation du travail pour obtenir, par la pression sur l'employeur, la prise en compte de leurs revendications.

Le conflit Peugeot fut toujours le fait d'une partie seulement du personnel; il ne concerna jamais plus de 40% de la population ouvrière - soit 7000 personnes sur 23.000 - du centre de production. Le nombre de grévistes a fait l'objet d'une bataille de chiffres, la direction pour sa part estime qu'il n'y a jamais eu plus de 2600 grévistes en même temps sur le site. En tout cas ces chiffres sont intéressants car ils amènent à s'interroger sur la spécificité des grévistes par rapport à leurs camarades. Pourquoi font-ils la grève alors que la majorité s'y refuse bien qu'étant d'accord sur le

motif salarial de la revendication? Nous avançons ici l'hypothèse qu'un groupe ouvrier combatif, prêt à s'engager dans un conflit, existe dans l'usine, mais dans certains secteurs seulement¹.

Un troisième constat liminaire porte sur la nécessité pour le gréviste de s'associer à une action collective. Seul il ne peut rien et ne s'engagera pas. De fait si l'environnement de travail joue un rôle dans l'entrée dans la grève, la transformation d'une exigence individuelle en un mouvement social de masse, organisé, est elle impérative. D'où l'idée avancée d'une sorte d'alliance objective² entre les grévistes de base et les organisations syndicales.

1. L'organisation du mouvement de grève au quotidien.

1.1. Essai de sociologie des grévistes.

Dans une même usine où les ouvriers représentent les deux tiers des salariés ceux-ci furent quasiment seuls à entrer dans l'action. En effet, si l'on excepte une

1. Nous ne retenons pas l'argument présentant la grève comme peu représentative des aspirations des salariés puisque suivie par une minorité d'entre eux. Il est plus juste de dire que cette minorité exprime par son action les aspirations de la majorité du personnel mais est la seule à prendre le risque d'une expression publique et d'un contre coup financier. Pour les autres la théorie de M. Olson du "passager clandestin" peut être appliquée d'une manière presque caricaturale !

2.. Il faut entendre ici la mise en commun de ressources propres dont l'utilité est faible si elles ne se combinent pas entre elles. Des dirigeants syndicaux isolés ou une base sans responsables reconnus et expérimentés ne peuvent rien.

cinquantaine d'employés et techniciens, aucun des 7000 salariés d'encadrement ne prit part au mouvement. Il s'agit donc, avant toute chose, d'une grève ouvrière. En outre la plupart des grévistes étaient non-syndiqués, ainsi que le confirme un ouvrier : "j'étais non-syndiqué comme presque tous les autres". Le fait qu'il s'agisse surtout d'une grève dite de la base semble normal si on prend en compte la faiblesse des taux de syndicalisation à Sochaux³. Les grévistes se distinguent des autres plus par leurs ateliers d'origine que par leur niveau de qualification. Un atelier fut concerné au premier chef, la carrosserie, pièce essentielle du dispositif de production : "cet atelier avec ses 7000 ouvriers, OS dans leur très grande majorité, souvent immigrés, plus jeunes en moyenne que les ouvriers des autres ateliers, et où la proportion d'ouvrières est particulièrement importante, est considéré comme un des secteurs les plus "durs", les plus "combatifs" de l'usine. Il apparaît comme une sorte d'usine dans l'usine et il y règne, de l'avis général, un état d'esprit, une "mentalité" originale. La CGT y est plus solidement implantée que dans les autres ateliers"⁴. Les secteurs voisins, fonderie et emboutissage, furent aussi concernés mais dans une moindre mesure. L'atelier de carrosserie à la fois du fait de son emplacement géographique au centre de l'usine, du nombre des ouvriers y travaillant et de sa situation à la fin du processus de production - c'est là que les voitures sortent "finies" -

3. Il nous est apparu très difficile de proposer des chiffres de syndicalisation. Comme dans beaucoup de cas un voile pudique est posé sur les effectifs. Nous suivons G. Caire pour qui "le chiffre des adhérents réels qu'on dissimule ou des adhérents fictifs qu'on réclame est un des éléments de la lutte sociale" in *Les syndicats ouvriers*. Paris, PUF, 1981.

4. In Ch. Corouge, M. Pialou, "Chroniques Peugeot", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°52/53, (juin 1984), 54 (septembre 1984), 57/58 (juin 1985).

constitue le véritable point névralgique de l'ensemble du site. Ces ateliers étaient les zones cibles de l'action des militants syndicaux depuis un certain temps, les prises de parole lors des pauses et les appels à débrayer se multipliaient. Il reste que, d'après les responsables de la direction, la fonderie eut un rôle très limité dans le conflit et qu'il conviendrait mieux de parler d'un apport de chacun des secteurs de l'usine au mouvement plutôt que d'une action focalisée sur une partie seulement des ateliers. Le choix des ateliers supposés les plus combattifs par les syndicats était lié à des problèmes d'implantation ; c'est là que les organisations, qui comptent au demeurant peu de militants, pouvaient trouver des soutiens. De fait une action globale au sein de l'usine apparaissait irréaliste.

Les grévistes se recrutent donc un peu dans chaque secteur et parfois dans quelques catégories de personnel, par exemple les "sorciers", qui sont un groupe de 80 ouvriers très spécialisés (dont le débrayage prit surtout une dimension symbolique). Mais le fait que des ouvriers très qualifiés se joignent un temps au mouvement invalide en partie l'hypothèse d'une grève des salariés du bas de l'échelle. En réalité chaque atelier et chaque catégorie d'ouvriers seront à un moment où à un autre du conflit "représentés" dans l'action par quelques éléments. Il faut donc plutôt retenir un autre élément: le niveau d'intégration d'un ouvrier à son équipe de travail; en effet "il n'y a pas de mobilisation sans intégration sociale"⁵. L'ouvrier accompagne ses camarades dans la grève quand ceux-ci, après en avoir discuté, décident d'y aller. Il ne peut accepter

5. In D. Segrestin, "Les communautés pertinentes de l'action collective: canevas pour l'étude des fondements sociaux des conflits du travail en France", *Revue française de sociologie*, n°21, 1980, pp.171-203.

en continuant le travail d'être coupé de facto de son groupe d'appartenance, un carrossier explique ainsi qu'il a fait grève "pour ne pas être tout seul comme un con sur ma chaîne". A l'inverse, l'ouvrier gréviste potentiel, qui voudrait faire grève mais qui ne peut convaincre ses camarades de s'engager, reste à son travail ne pouvant pas prendre le risque de se distinguer négativement des autres.

Pour comprendre les différences de mobilisation entre la carrosserie, par exemple, et les secteurs qu'on qualifie de modernes, c'est-à-dire ceux qui ont bénéficié des derniers investissements, il faut aussi considérer la façon dont les ouvriers sont choisis. Certes l'élément essentiel est le niveau de qualification mais un autre paramètre, individuel, est fortement pris en considération: le "profil" de l'ouvrier. Les nouveaux ateliers sont composés d'éléments sûrs, sélectionnés en fonction de leurs affinités syndicales. Autrement dit un militant ou un sympathisant CGT a peu de chance de quitter les ateliers traditionnels. D'où une sorte de regroupement, dans quelques secteurs, des "fortes têtes", des ouvriers les moins qualifiés donc les moins payés. C'est là que tout va se jouer pour les syndicats comme pour la direction dès les premiers mots-d'ordre de débrayage. Ceux qui vont entrer dans la grève ont peu à perdre; un ouvrier carrossier proche de la pré-retraite nous a expliqué qu'il avait fait grève à la fois parce que sa carrière "était finie" et parce qu'il voulait "appuyer ceux qui vont rester dans l'usine, les jeunes qui gagnent des "clopinettes", qui n'ont aucune perspective de carrière : ils sont coincés et ils le savent, alors ils s'en foutent"⁶.

6. Interview du 25/11/1989.

La question de l'unité des grévistes doit être posée ; elle est en effet la condition d'une action collective réussie. Le recrutement du plus grand nombre dans quelques ateliers assure une certaine homogénéité à l'ensemble: travailleurs en chaîne, "oubliés" du processus de modernisation, "héritiers" du travail taylorien. Mais il ne faut pas tomber dans l'erreur de la généralisation car la population gréviste est dans le même temps très diverse. Ainsi s'il y a peu de syndiqués dans l'ensemble, il existe néanmoins des phénomènes de proximité. Si Force Ouvrière s'est jointe à la grève c'est en partie parce que sa base électorale, et non militante, l'y a poussé. Donc au-delà d'une identité globale de vues sur la nécessité de cesser le travail, le mouvement social est partagé selon les sympathies de chacun pour telle ou telle organisation. Aussi il était nécessaire pour les grévistes de se mettre d'accord sur un programme d'action et de revendications à la fois large et précis pour satisfaire l'ensemble des partenaires et éviter les débordements⁷.

1.2. Le mouvement au quotidien.

Si le rôle des syndicats CGT et CFDT a été important au départ, sous la forme de tracts et d'appels à la grève, il semble que la décision d'entrer dans l'action a été prise par groupes, hors de l'influence syndicale. Les syndicats ont engagé le mouvement mais ne l'ont pas déclenché; très vite ils ont su suivre les salariés et s'adapter à une exigence fondamentale: le contrôle des actions par la

7. Par programme nous n'entendons pas un texte écrit mais plutôt des négociations orales, des rencontres informelles dont il ne reste pas traces mais qui ont aidé à rapprocher les syndicats et ont été à l'origine de l'action unitaire.

base. D'où la mise en place progressive mais rapide d'une gestion dite démocratique du mouvement.

Dans les premiers temps du conflit, jusqu'au 13 septembre, ce sont surtout des prises de parole de militants lors des pauses casse-croûte du matin et du soir. Puis, lorsque l'usine s'installe dans la grève, le mouvement s'organise en deux phases. Le 14 septembre, la CGT et FO annoncent qu'elles consultent leur base respective chaque matin. Le 20 septembre, le processus de "démocratisation" aboutit avec la mise en place d'une assemblée générale quotidienne commune des trois syndicats. Les assemblées générales - A.G - se déroulent à 7h30 le matin au moment de la pause, ceci pour attirer d'éventuels non grévistes. Le ralliement a lieu aux pieds de ce que l'on appelle la passerelle carrosserie vers laquelle les grévistes des divers ateliers convergent dès les prises de poste, suivis par des cadres de leurs ateliers. Les trois syndicats encadrent une réunion organisée le plus souvent dans la cantine de l'atelier de carrosserie. C'est là que sont prises les décisions en matière d'action: on y met en place un programme pour la journée en prévoyant une coupure vers 13h, lorsque le relais est passé à ceux de la deuxième tournée qui arrivent pour prendre leur poste. Les ouvriers du matin organisent en quelque sorte les actions de leurs camarades de l'après-midi. On décide également des actions plus importantes: les manifestations ou les meetings. Enfin un point est fait sur les négociations, ou en tout cas sur les demandes syndicales en ce sens, et sur la collecte de fonds.

L'ensemble des grévistes de la tournée sont présents et l'ambiance est assez passionnée. Chacun peut prendre la parole sous le contrôle de meneurs de jeu qui sont recrutés le plus souvent parmi les représentants des trois syndicats;

puis deux après le retrait de FO le 3 octobre. On en profite souvent pour régler des comptes entre sensibilités diverses. Les grévistes modérés critiquent certaines actions des militants de Lutte Ouvrière tandis que ces derniers stigmatisent la modération trop grande du mouvement, y voyant la main-mise des organisations syndicales soucieuses de contrôler l'action. Lutte ouvrière critique également l'absence d'un comité de grève à la base qui limiterait le rôle des syndicats dans le contrôle du mouvement. En général la majorité des grévistes est d'accord pour agir dans une stricte légalité afin "de ne pas donner d'arguments à la direction"⁸. Lorsque tout a été dit, l'A.G passe au vote à main levée pour décider de la poursuite du mouvement. Puis le groupe rejoint l'atelier et se forme en cortège pour défiler. Les grévistes arborent des badges syndicaux et plus souvent le badge "1.500 frs"; ils ont des pancartes et des banderoles lorsque le cortège quitte les ateliers pour se répandre dans les rues de l'usine ou en ville. Certains jouent d'instruments de musique et accompagnent les chants et les slogans. C'est une forme de fête ouvrière, bruyante et colorée, sur le lieu habituel du travail. Le moment crucial est la confrontation avec le personnel d'encadrement et les non grévistes. Moments faits de tension et de moqueries que les responsables du cortège essaient de canaliser afin d'éviter les débordements.

Le problème essentiel consiste à occuper les grévistes, à maintenir la mobilisation et l'esprit de combativité. D'où la multiplication des défilés, des prises de parole de syndicalistes dans des meetings improvisés. Une autre difficulté consiste à encadrer le mouvement pour éviter qu'il ne se disperse. Parfois celui-ci va se scinder en groupes

8. *Ibid.* 25/11/89.

entre ceux qui vont partir pour une manifestation "spontanée" dans les rues de Montbéliard et ceux qui vont rester en carrosserie.

D'un autre côté, les syndicats responsables de l'organisation agissent individuellement pour ce qui concerne leurs actions dites de propagande, notamment la réalisation de tracts. La CGT sera très prolifique avec 56 tracts recensés, beaucoup plus que ses deux partenaires. Le tract est un moyen d'affirmer sa différence tout en faisant assaut de mots-d'ordre unitaires. La CGT, considérée comme la plus en pointe dans le conflit, diffusera ainsi nombre de tracts appelant au calme et à la dignité; manière de donner des gages à l'ensemble des grévistes. Les actions communes en dehors de l'encadrement des grévistes consistent en des communiqués de presse destinés à faire contre-poids aux discours de la direction sur le nombre des grévistes, sur l'impact du mouvement sur la production, ou sur le respect de l'outil de travail. La concertation syndicale concerne également les appels réitérés à négocier.

L'organisation du mouvement telle que nous venons de l'esquisser va se maintenir jusqu'au bout du conflit. Les événements difficiles, le retrait de FO ou les actions de LO, ne vont pas remettre en question les principes de l'action dans l'indépendance des syndicats, et du mandat syndical, c'est-à-dire la gestion par la base de la grève et la délégation de pouvoirs en faveur des syndicats⁹.

9. Il s'agit ici d'un récit très condensé réalisé par recoupement d'informations diverses : interviews, films, presse.

1.3. Les outils de la mobilisation et de l'information des grévistes

Les responsables du mouvement social se trouvaient affrontés à deux contraintes majeures: la durée et le nombre. En effet seul un nombre important de grévistes, mobilisés pendant une période assez longue, pouvait avoir un effet notable sur la production et amener la direction à la discussion. Dans cette perspective, quels étaient les moyens dont disposaient les syndicats ? Sur le plan de l'information le double objectif était de contester les communiqués divers émanant du groupe Peugeot en proposant d'autres informations et d'autres chiffres. Il fallait montrer que l'action avait un impact et neutralisait en partie l'usine tout en s'inscrivant dans les limites strictes de la légalité. La démarche médiatisée par des tracts, des communiqués et des interviews avait un usage interne: montrer leur force aux grévistes, et externe : diffuser au plan national pour trouver des soutiens. Dans cet esprit les tracts de la CGT respectent le plus souvent une organisation précise. Nos observations, destinées à définir une sorte de tract type, amènent à considérer trois parties dans chacun des textes: des propos généraux sur le conflit rappelant les revendications et renouvelant les appels à l'action et à l'unité; ensuite un point fait sur la grève à Sochaux et sur l'extension du mouvement dans l'ensemble du groupe Peugeot; enfin un appel à la poursuite de la mobilisation et l'annonce du programme d'action du jour¹⁰.

La perpétuation du mouvement, son inscription dans la durée passait également par le développement de

10. Dans le cadre de cette publication, il n'est malheureusement pas possible de reproduire des tracts du conflit.

mécanismes de solidarité et d'aides financières aux grévistes. L'expérience de la grève de 1981 a aidé les syndicats qui ont su mettre en place une structure grâce à des aides multiples émanant aussi bien des non grévistes, de la population, de collectes nationales que de subventions de collectivités. Plus que la réalité du secours apporté les opérations ainsi mises en oeuvre ont aidé à populariser le mouvement, à le faire sortir du territoire de l'usine et, au total, à donner aux grévistes le sentiment que leur action était légitime et soutenue. Les manifestations - qui font l'objet du chapitre suivant - ont également été un moyen "d'extérioriser" la grève et de mobiliser.

2. Pour une analyse stratégique de l'organisation gréviste

2.1. Une organisation contractuelle du conflit ?

La structuration du mouvement social tire sa force et son originalité du couple base-syndicats. C'est une sorte de système d'échanges par lequel les syndicats organisent et animent le conflit, parlent au nom des grévistes, revendiquent et négocient en leur nom mais subordonnent la totalité de ces actions à l'agrément de l'A.G quotidienne dans laquelle la base - c'est-à-dire les ouvriers grévistes non syndiqués - peut s'exprimer et influencer, par ses propositions et ses votes, le déroulement du mouvement, son économie interne. Nous pensons que l'idée d'une "manipulation" des grévistes par certains syndicats ne peut être retenue ; en effet les syndicats ne disposaient en réalité que d'une marge de manoeuvre très étroite par rapport à la base et ne pouvaient pas prendre le risque de proposer des

formes d'actions qui auraient été rejetées en assemblée générale. La méfiance à leur égard apparaît, après coup, comme une sorte de garantie contre la récupération.

Il y a interaction entre la base et les syndicats. Chacun apporte des ressources indispensables au mouvement. Les syndicats sont l'instance institutionnelle qui dispose d'une certaine légitimité tirée des scrutins¹¹. Ils peuvent également mettre en avant une expérience des conflits et des négociations avec la direction et disposent de moyens matériels et de cadres expérimentés indispensables pour la réalisation des tracts ou l'encadrement des défilés¹². Au total les syndicats font valoir une compétence mais manquent d'une ressource essentielle: les troupes. En effet, les appels à l'action ne sont pas automatiquement suivis et un syndicalisme dénué d'une force de frappe perd tout pouvoir de contestation. De plus, l'union entre syndicats n'est pas facile à réaliser et reste subordonnée à un accord prévoyant notamment qu'il n'y aura pas d'intersyndicale - car FO craint, en souvenir de 1981, d'être marginalisée par la CGT dans une telle structure -. Pour ce qui concerne la base, concept commode mais vague qui ne doit pas faire croire qu'il s'agit d'un acteur unique¹³, composée en partie de la minorité cégétiste adhérente de LO, dont le rôle dans

11. La gestion particulière du monde syndical par la direction interdit absolument de parler de syndicalisme d'entreprise en tout cas pour la CGT et la CFDT. Le principe de légitimité signifie que le vote des personnels impose ces syndicats comme interlocuteurs légaux de la direction.

12. Au total c'est une analyse proche de celle réalisée à propos du champ politique; on peut en réalité parler ici de professionnels du syndicalisme.

13. Un concept emprunté à l'analyse holiste des mouvements sociaux analyse qui transforme par trop une action en général fondée sur l'agrégation d'intérêts particuliers en un mouvement homogène, marchant d'un seul pas vers un but prédéfini.

les premiers débrayages est avéré, les ouvriers sont prêts à entrer dans le mouvement mais se méfient des syndicats et de la "récupération" et craignent un nouvel échec causé par la guerre syndicale. La base représente le nombre donc la possibilité de bloquer le processus de production mais elle ne dispose d'aucune légitimité, a peu d'expérience et, au total, se méfie assez du "basisme" de LO dont le leader Charles.Driano déclare : "il faut donner le pouvoir de décision aux grévistes". Au contraire de la presse nationale qui titre "1981 ! L'échec du conflit sert aujourd'hui de référence à ceux qui militent en faveur d'un contrôle du mouvement par les ouvriers", on doit plutôt poser que le conflit ne peut fonctionner que dans l'interaction entre les deux partenaires - syndicats et base -.

L'idée est qu'il existe une forme de contrat et d'alliance objective entre base et syndicats au sens où chacun fait des concessions. Ce contrat est d'autant plus contraignant qu'il est implicite; un détail peut provoquer une rupture d'où une grande prudence et une évidente modération de tous. A cet égard un gréviste non syndiqué reconnaît que les syndicats "ont été réglos". Un effet du mouvement sera à coup sûr d'avoir redoré l'image de la CGT et de la CFDT¹⁴. A ce sujet M. Daget, directeur du personnel, nous confirmera avoir eu affaire à des syndicats "responsables", soucieux de l'image du groupe.

14. Lors des élections professionnelles de Mars 1990, qui avaient valeur de test pour l'ensemble des organisations et indirectement pour la direction ; la CGT va nettement progresser passant de 45,5% à 52,3% des voix de même que la CFDT de 16% à 16,5%. Les quatre autres syndicats gestionnaires du comité d'établissement, dont Force Ouvrière qui avait participé à la grève, vont perdre au total 7,5% des voix par rapport à 1989.

La forme démocratique de l'organisation gréviste résulte de plusieurs contraintes et d'un choix tactique. La première contrainte, déjà entrevue, est celle de disposer de troupes, de mobiliser. Il est nécessaire pour les syndicats d'accepter le principe d'un contrôle du mouvement par le personnel, en tout cas un contrôle formel durant les assemblées générales. Une deuxième contrainte concerne le cadre d'action que la grande majorité des grévistes entend respecter. En effet le mouvement associe des "sensibilités" pour le moins différentes, le "pacte d'unité" repose en fait sur les exigences des plus modérés. Le pôle "activiste" se range à ce principe pour ne pas se retrouver seul dans l'action; du reste l'unité à la base est au départ un mot d'ordre cégétiste¹⁵. La modération du groupe ouvrier gréviste est résumée par l'un de ses membres : "on voulait pas de casse et les syndicats ont suivi, y fallait pas donner des armes à la direction, on voulait être dignes"¹⁶. Les notions de responsabilité et de dignité sont centrales; les grévistes entendent respecter la liberté du travail pour ne pas risquer de sanctions et contester ainsi l'image négative qui, parfois, est attachée à leur action.

La démocratisation de l'action résulte du fait que des structures de concertation et de gestion communes et directes du mouvement social associant les syndicats et les

15. Le basisme de la CGT est un type d'action appliqué au plan national et dont la finalité première est d'empêcher l'émergence de coordinations de grévistes dans les mouvements sociaux. Un autre élément tactique consiste à devenir le porte-parole de la majorité du groupe en grève en reprenant ses slogans, en se positionnant sur le registre volontiers le plus contestataire et le plus radical. Dans le cas sochalien, la CGT va à la fois se poser en défenseur des grévistes et accepter un contrôle de la part des autres syndicats.

16. *Ibid.* 25/11/89.

non syndiqués sont mises en place rapidement et perdurent, jusqu'au dernier vote de suspension de la grève le 23 octobre. Cependant la deuxième idée, peut-être paradoxale, est celle d'une appropriation finalement assez rapide du mouvement par les syndicats après la phase spécifique d'entrée dans la grève. En réalité le contrôle des syndicats sur la grève s'explique par le fait que la base n'est pas elle-même organisée et structurée et que le groupe gréviste trouve son incarnation d'abord dans les syndicats qui s'expriment en son nom. Comme l'a posé Pierre Bourdieu : "c'est parce que le représentant existe, parce qu'il représente (action symbolique), que le groupe représenté, symbolisé existe et qu'il fait exister en retour son représentant comme représentant du groupe"¹⁷. La ligne de partage ne passe pas entre la base et les représentants des organisations mais à l'intérieur même du pôle syndical. Le véritable enjeu n'est pas la pression de la base sur les syndicats mais l'entente entre syndicats. La base en tant que telle n'existe pas; les non syndiqués eux-mêmes soutiennent plus ou moins, ou se sentent proches, de tel ou tel syndicat. Une dernière preuve est apportée après l'ouverture des négociations; en effet l'assemblée générale de grève ne vote aucun mandat aux fins de négocier et les organisations partent pour Paris sans définir une plateforme commune.

Au total, si une forme de contrat ou de cadre d'action existe associant les non syndiqués et chacun des trois syndicats, il ne faudrait pas en faire le fondement de l'action. La réunion des divers groupes est une fusion momentanée d'intérêts dans un but stratégique : faire nombre. L'unité du

17. Pierre Bourdieu, "La délégation et le fétichisme politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52/53, juin 1984.

mouvement est le fruit de concessions et d'efforts réciproques pour un résultat finalement positif puisque l'organisation va se maintenir et donner l'image d'une action responsable.

2.2. Peut-on expliquer le déroulement du conflit par sa structuration interne?

Une première idée est qu'il s'agit, dans une certaine mesure, d'un conflit "exemplaire", non pas au sens d'un modèle qui s'imposerait aux actions de grève, mais au sens d'un conflit organisé et géré par une structure pluraliste rendant des comptes quotidiennement à l'ensemble des grévistes. En deuxième lieu, la pratique gréviste fut parfois spectaculaire, soutenue assez largement au-delà de l'entreprise, mobilisatrice - en tout cas dans certains secteurs -, et efficace puisque la production fut notablement perturbée. L'ensemble de ces actions se fit dans un strict respect du droit du travail. Enfin, autre forme d'exemplarité, l'organisation interne du mouvement s'est maintenue au-delà du retrait de FO, de l'affaiblissement de sa base et des pressions d'une minorité en faveur d'un durcissement. La CGT et la CFDT iront jusqu'au bout ensemble.

Il faut également parler de "pragmatisme syndical"; c'est-à-dire de la capacité des organisations à s'associer malgré leurs oppositions et à agir afin de maintenir cette association. Le cas de la CGT est intéressant; son engagement réformiste et son opposition à une pratique solitaire et jusqu'au boutiste lui font admettre la nécessité de l'unité d'action et partant des concessions. Aucun des syndicats ne cherche à imposer sa conception de l'action et

chacun accepte de prendre en compte les attentes des autres. La présence syndicale du début à la fin de la grève a eu deux conséquences essentielles: l'une immédiate fut l'absence de coordination de grévistes ; l'autre plus difficile à évaluer¹⁸ est l'image positive retirée du conflit par la CFDT et surtout la CGT.

L'étude attentive du mouvement laisse l'image d'une ambivalence permanente entre des aspects traditionnels: le caractère ouvrier de la grève, le rôle joué par les syndicats et des éléments d'originalité si l'on considère, par exemple, les actions légalistes des grévistes et le pluralisme constant dans sa gestion¹⁹.

Outre l'idée forte d'un conflit contraint et déterminé par l'impératif de l'unité d'action, on peut dire que du point de vue de la gestion par les syndicats du mouvement et de sa base, deux hypothèses doivent être avancées. D'abord, la grève s'organise et se déroule en fonction des enjeux ; elle s'inscrit dans une conjoncture économique positive, aussi les ouvriers ne sont pas dos au mur, ils ne défendent pas leur emploi mais leur dignité, mesurée notamment par le salaire. Ceci favorise des attitudes plus calmes et moins désespérées. Une dernière hypothèse est que l'économie du mouvement est fonction du jeu et de la stratégie du partenaire-adversaire qu'est la direction. Les grévistes savent dès le départ que la durée est pour eux une contrainte; qu'il va falloir "tenir" pour peser sur la marche

18. cf. note 14 page 57.

19. Ce constat fait surtout référence aux grèves ouvrières dans les secteurs de la sidérurgie et de l'automobile entre 1977 et 1984 ; mouvements caractérisés par des violences, de lourds antagonismes entre syndicats et surtout la perspective de la disparition de l'emploi.

de l'entreprise un certain temps avant d'espérer une avancée. Enfin la pratique gréviste n'est pas simplement décidée par les acteurs du mouvement, elle est aussi adaptée au système de contrôle et de sanctions mis en place assez vite par la direction²⁰.

20. Le travail de la direction durant le conflit est déterminé par une tradition ou une expérience ancienne de la gestion des phénomènes de grève, et également par la force économique du groupe Peugeot. Une firme de dimension internationale, de surcroît en expansion, peut a priori résister plus longtemps à une grève qu'une petite entreprise.

CHAPITRE 4

LES MANIFESTATIONS : EXTERIORISATION DU CONFLIT ET ANCRAGE DANS L'ESPACE LOCAL

1. Présentation générale du fait manifestant : les spécificités de la grève Peugeot de Sochaux.

Les manifestations dans les rues de Sochaux et de Montbéliard ont scandé le mouvement de grève. Elles ont représenté le prolongement par d'autres moyens de l'action revendicative et ont contribué à lui donner un écho plus important. Une première difficulté consiste à dire ce que l'on entend par manifestation. Ici la définition de Pierre Favre¹, parce qu'elle reste volontairement assez générale, peut être reprise. Elle pose que la manifestation est un "déplacement collectif organisé sur la voie publique aux fins de produire un effet politique par l'expression pacifique d'une opinion ou d'une revendication". D'autre part, il faut convenir que le fait manifestant en France, dans les années récentes, est un phénomène largement parisien ou, pour être plus précis, ce sont les manifestations ayant lieu à Paris qui sont l'objet d'une forte "couverture médiatique". Ainsi il n'est pas rare de voir des mouvements

1. Introduction de *La manifestation*, sous la direction de Pierre Favre, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.

provinciaux manifester dans la capitale cherchant par l'examen de passage que représente le pavé parisien à faire parler et à intéresser². Les exemples abondent depuis les mineurs des potasses d'Alsace jusqu'aux étudiants en passant par les "Peugeot" de Mulhouse. Il apparaît que c'est à Paris que la manifestation peut exprimer le plus visiblement une revendication.

Dans ce cadre très large, il est nécessaire de parler des manifestations liées à la grève de Sochaux comme de moments spécifiques, au demeurant assez difficiles à rapprocher de tel ou tel type-idéal ou modèle³. Un premier point est le caractère répétitif et pour tout dire routinier de la manifestation. Sur un total de 10 manifestations recensées dans une période de 5 semaines, toutes suivent le même parcours, ou presque, allant de l'usine de Sochaux vers la zone piétonnière de Montbéliard, distante de 1 kilomètre environ. Le groupe manifestant se rassemble à la porte ouest de l'usine et se dirige vers la ville de Montbéliard, passe devant le château et la gare, emprunte le "carré" piéton en fait le tour et revient devant la gare, pour marquer une pause-prise de parole, avant de s'en retourner vers l'usine. La manifestation prend la forme d'un mouvement circulaire, d'un aller-retour. Elle reste également une action locale, si l'on excepte la participation de 1000 grévistes à un mouvement unitaire à Mulhouse le 5 octobre, et à aucun moment l'idée de "monter" à Paris n'est envisagée

2. La grande majorité des conflits sociaux trouve une expression parisienne. C'est à Paris que les cibles des actions revendicatives se situent le plus souvent; c'est également dans la capitale que les chances de "retombées médiatiques" nationales sont les plus fortes.

3. Diverses dimensions (organiseurs, horaire, effectifs, appuis, objectifs, trajets) permettent d'effectuer une première classification.

sérieusement, même avec les grévistes de Mulhouse. En l'occurrence les acteurs du mouvement de Sochaux préférèrent l'inscription dans l'espace local et la recherche de soutiens populaires à une démonstration qui viserait très directement le groupe Peugeot, comme l'avaient fait les "Mulhouse" en se rendant devant le siège parisien du groupe.

La deuxième spécificité concerne l'absence d'objectif concret de l'action manifestante. La circularité du trajet emprunté dissimule le fait que l'institution visée, une entreprise privée, ne dispose pas dans la région, outre l'usine elle-même, d'une représentation qui serait intégrée à la ville et devant laquelle les manifestants pourraient converger. En effet, la mairie de Montbéliard pas plus que le château ou la gare n'incarnent le groupe Peugeot.

Le fait que le mouvement se déplace de l'usine vers l'usine permet d'envisager une troisième dimension, symbolique, de la manifestation. Ce symbole est à rechercher dans l'abandon ponctuel du territoire de l'usine, c'est-à-dire dans l'extériorisation de l'action, ce que les grévistes exprimaient en parlant "d'aller dire dehors qu'à l'intérieur on est en grève". Les manifestations se sont d'abord développées à l'intérieur de l'usine sous la forme de défilés dans les ateliers et de marches vers les portes du Centre de production⁴. Sous cette forme elles n'avaient qu'un usage interne, mobiliser plus de salariés dans la grève, et peu d'écho extérieur dès lors que les vecteurs essentiels d'information, les journalistes, étaient bloqués hors de l'usine sur ordre de la direction. En ce sens la manifestation

4. Ce constat laisse à penser que le mouvement social s'inscrit dans une tradition ancienne de la pratique ouvrière. Sur cette question se reporter à la synthèse de M. Perrot, *Jeunesse de la grève*. Paris, Seuil, 1981.

sur la voie publique donne une nouvelle dimension à la grève. Elle en élargit ponctuellement la visibilité et le public "captif". La visibilité est un élément essentiel car si l'on parle de la grève elle n'existe, avant les manifestations, que par la médiation de la presse, et de la télévision parfois, et surtout par les communiqués des syndicats et de la direction. Mais personne n'a encore pu la voir, n'a pu mesurer son importance réelle. Ainsi la manifestation est, au sens premier du terme, une démonstration et une preuve.

La démarche de visibilité est parallèlement destinée au champ médiatique afin qu'il rende compte de l'ampleur du mouvement et de sa popularité. La notion de public "captif" renvoie à deux idées: d'abord il existe une population composée de tout ceux qui ne travaillent pas chez Peugeot, cette population peut exprimer un avis, formuler des encouragements voire grossir les rangs des manifestants; il s'agit donc par la manifestation de donner à ce public une occasion de prendre position. En outre, parmi le personnel de Peugeot, les non grévistes ont la possibilité de se joindre aux cortèges et d'exprimer hors du lieu de travail leur soutien à l'action sans pour autant entrer dans la grève. D'où le choix, lors des deux grandes manifestations des 18 et 21 septembre, d'une heure assez tardive: 17 heures, qui coïncidait avec la fin de la journée de travail.

La dernière spécificité concerne le caractère exceptionnel du fait manifestant dans l'espace local. Pour des raisons qui tiennent autant au rôle politico-administratif de la ville de Montbéliard⁵ qu'aux "habitudes" locales, la manifestation

5. La ville de Montbéliard avec 32.000 habitants est une sous-préfecture. Les mobilisations sociales qui peuvent survenir dans la région Franche-Comté, surtout dans le secteur agricole, sont organisées dans la capitale

reste un phénomène rare. Depuis les événements de 1968, qui il est vrai prirent une tournure dramatique en causant la mort de deux personnes et en aboutissant à des affrontements très violents entre ouvriers et CRS; il est tout juste possible de recenser quelques actions en 1981, lors de la précédente grève chez Peugeot, et un certain nombre de petits rassemblements "thématiques", notamment anti-racistes, qui ne réunissent jamais plus de 200 personnes. Or durant une période relativement courte, cinq semaines, dix manifestations, mettant en scène entre 1000 et 10.000 personnes, vont se succéder dans la ville. Cette sorte d'explosion manifestante posait un certain nombre de problèmes d'organisation et de contrôle tant aux responsables de la grève qu'aux représentants de l'ordre peu expérimentés. Le nombre de participants est également une donnée à prendre en compte; il peut apparaître modéré par comparaison avec les grandes manifestations parisiennes qui depuis un siècle ont façonné l'histoire. Ce serait oublier que le public manifestant potentiel dans le cas de Sochaux était assez limité. Ainsi, par exemple, le grand rassemblement du 21 septembre, 7000 personnes environ, concernait en proportion près de 20% de la population des deux cités de Sochaux et de Montbéliard soit, rapporté à la ville de Paris, près de 400.000 manifestants⁶. Autrement dit le nombre de manifestants est moins important que

régionale, Besançon. Montbéliard est une ville moyenne dont les infrastructures demeurent modestes notamment en comparaison de l'usine Peugeot de Sochaux qui apparaît comme un véritable géant industriel dominant l'espace local.

6. La ville de Sochaux forte de 6000 habitants constitue avec Montbéliard et 20 autres communes une entité politique, le District urbain du pays de Montbéliard qui rassemble 120.000 habitants environ. Les deux cités de Sochaux et de Montbéliard qui se touchent rassemblent quant à elles 38.000 habitants environ.

l'impact que la manifestation peut avoir sur le déroulement du conflit et sur les rapports entre les grévistes et la direction.

2. Le groupe manifestant.

L'étude du groupe manifestant doit être distinguée de l'étude de la population gréviste. En effet s'il fait peu de doute que les grévistes sont des manifestants en puissance, il apparaît aussi qu'ils ne sont pas les seuls à battre le pavé. Ils sont rejoints en effet par un nombre plus ou moins important de personnes selon les manifestations, personnes qui soutiennent pour diverses raisons l'action de grève et la revendication salariale.

Il convient de distinguer dans cette présentation entre quatre "types" de participants en soulignant la difficulté pour l'observateur d'évaluer le poids respectif des diverses populations dans le total des manifestants. Pierre Favre pour sa part propose de considérer quatre groupes : les syndicats, les groupes de soutien, la population et les journalistes⁷. L'étude du cas particulier de Peugeot conduit à modifier quelque peu cette typologie. Il convient de nommer d'abord le groupe central, les grévistes, qui forment toujours le noyau dur mais ne sont pas, a priori, les plus nombreux notamment lors des manifestations de masse durant lesquelles un ensemble d'autres groupes est sollicité. Les salariés de Peugeot non grévistes représentent un deuxième type de manifestants dont la participation, parfois massive, est avérée et même sollicitée par les

7. voir note 1.

grévistés⁸. On peut ici opérer une distinction entre le fait de cesser le travail et le fait de manifester. Dans le premier cas la décision représente un coût pour l'individu et pour l'entreprise que la majorité des salariés se refuse à assumer, à l'inverse on peut exprimer un mécontentement en participant à une démonstration sur la voie publique en dehors des horaires de travail. Les non grévistes manifestants expriment une sanction symbolique originale : ils se refusent à l'action de grève tout en signifiant leur soutien aux revendications des grévistes. La population dite "civile" est un troisième groupe composé des spectateurs de la manifestation, qu'ils demeurent passifs ou qu'ils s'engagent d'une façon ou d'une autre dans le cortège. L'engagement, que l'on peut graduer depuis l'applaudissement jusqu'à la participation au cortège, a été assez important. On peut l'expliquer par la forte proximité existant entre l'usine et la vie locale. En effet les manifestants ne défilent pas devant un public neutre, comme c'est souvent le cas à Paris où l'objectif est concret - un ministère, une administration -, mais devant des individus qui ont tous des liens avec Peugeot, qui savent pourquoi il y a grève et qui sont attentifs aux résultats. L'attitude de ce groupe "civil" était un enjeu des manifestations pour les grévistes qui souhaitaient démontrer la solidarité de la population avec le mouvement. Le dernier groupe intervenant dans les actions sur la voie publique est composé de salariés d'autres secteurs économiques. Leur présence, limitée surtout aux deux manifestations unitaires des 18 et 21 septembre, résultait d'un certain nombre de calculs. Seule la CGT lançait des appels à l'extension de l'action au-delà de Peugeot, notamment à destination des

8. Cette affirmation résulte de propos "informels" tenus après la grève par certains interlocuteurs grévistes et surtout non grévistes.

fonctionnaires des impôts eux-mêmes en grève. Le problème posé par la participation de salariés extérieurs à Peugeot était celui de l'identité du mouvement. Les grévistes ne refusaient certes pas l'appoint d'autres entreprises qui permettait de faire masse mais craignaient que leur action spécifique se dilue dans un ensemble de revendications catégorielles étrangères à leurs propres problèmes. Le rôle des journalistes et des acteurs politiques ne doit pas être relié particulièrement aux manifestations. Les journalistes les ont suivies comme un moment de la grève parmi d'autres, qui leur permettait d'entrer directement en relation avec ses acteurs hors les murs, d'évaluer l'étendue et la popularité du mouvement et surtout de diffuser l'information notamment, pour les télévisions, les images des défilés. Le champ politique local a montré son soutien, ou son absence, lors de la manifestation du 21 septembre, soutien d'ailleurs limité à la gauche de l'échiquier politique. Plus généralement l'action du personnel politique, comme celle de l'épiscopat, a été discrète; soit de nature financière - aides aux grévistes - soit par des contacts pris à la fois avec la direction de Peugeot et avec le gouvernement pour obtenir son intervention⁹.

Le groupe manifestant n'est ni homogène ni permanent. Il rassemble des publics issus de champs multiples autour d'un vecteur de mobilisation: la lutte des "Peugeot". De plus les manifestants ne sont pas, a priori, toujours les mêmes. La participation à une manifestation dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment de son caractère répétitif qui peut produire un effet de lassitude. Trois idées

9. Les deux actions les plus visibles furent une lettre de l'archevêque Mgr Lecrosnier reprise par la presse locale et l'envoi d'une délégation du PS local à l'université d'été du parti à Orléans.

peuvent être avancées ici : la constitution du groupe manifestant dépend d'abord du type de manifestation, selon qu'elle est organisée c'est-à-dire prévue, annoncée, encadrée ou au contraire spontanée. L'organisation peut être unitaire lorsqu'elle est assurée par l'ensemble des syndicats en grève ou lorsqu'un syndicat en prend l'initiative et est soutenu par les autres - le cas le plus fréquent était une action de la CGT suivie par la CFDT -. En une occasion, le 2 octobre, la manifestation est restée spécifique, lors de la journée d'action de la CFDT. Le second type de manifestation, les 15 et 21 septembre, peut être qualifié de spontané. Les grévistes sortent alors par surprise de l'usine et partent défiler. En ce cas le groupe manifestant s'identifie à une partie du groupe gréviste. A Sochaux, les deux mouvements spontanés ont suivi et précédé des grandes manifestations qui étaient organisées le même jour ; représentant soit une forme de préparation et d'information, on "prévient" la population, soit une recherche de confirmation. Ceci est valable pour le 15 septembre lorsque une seconde manifestation se déroule dans l'après midi après le succès du rassemblement unitaire du matin.

La deuxième idée est que toute manifestation s'inscrit dans un moment précis du conflit social. Lorsque l'on doit considérer, comme dans le cas de Peugeot, une série de démonstrations sur un temps court, il faut admettre l'existence de phases durant lesquelles le nombre de manifestants fluctue. De manière générale les manifestations connaissent une apogée assez rapide puis un reflux régulier. On peut faire l'hypothèse qu'après la fin de la période ascendante, le 21 septembre en l'occurrence, et au fur et à mesure du prolongement de la grève, le groupe manifestant se réduit et se "professionnalise", au sens où il

s'apparente de plus en plus au seul groupe gréviste. Toutefois il conserve jusqu'au bout des effectifs importants, 1000 personnes, et reste populaire. Chacune des manifestations, du 15 septembre au 23 octobre, est applaudie sur son passage par la "nébuleuse", c'est-à-dire la population spectatrice. Enfin les acteurs des manifestations ne sont pas les mêmes selon qu'il est 10 heures du matin ou 17 heures. Un défilé matinal rassemble surtout des grévistes voire des éléments issus du "public". Au contraire l'organisation d'un cortège en fin d'après-midi relève d'un souci d'étendre la mobilisation à l'ensemble des salariés de Peugeot et des autres secteurs de l'économie, et à toute la population afin d'élargir ponctuellement la représentativité du mouvement de grève et de montrer son ancrage dans l'espace local.

3. La pratique manifestante.

Au-delà de ses dimensions mobilisatrice, revendicative et contestataire, la manifestation renvoie également à la notion de pratique manifestante, à un certain nombre d'attitudes, de postures individuelles et collectives qui constituent au total la geste manifestante. Dans cette optique il convient de distinguer le "costume" du manifestant, les outils de la manifestation et de la revendication et enfin le défilé manifestant proprement dit.

Le "costume", où l'apparence extérieure, du manifestant c'est d'abord le vêtement, le "bleu" de travail. Ceci est particulièrement vrai pour les manifestations qui ont lieu dans la journée, celles où les grévistes sont très majoritaires. Les deux grandes manifestations organisées à 17 heures rassemblent quant à elles plutôt des personnes

dont le vêtement ne reflète pas un statut professionnel mais atteste d'une neutralité à la fois parce que la proportion des ouvriers Peugeot est moins importante et parce que ces ouvriers ont très souvent abandonné la tenue de travail pour le "costume de ville". Les manifestants font de leur action une "sortie" pour laquelle il convient de s'habiller. Il n'en reste pas moins que dans tous les défilés le groupe placé en tête est composé de grévistes en "bleu" de travail, manière d'affirmer l'identité ouvrière du mouvement. Les badges autocollants constituent un autre élément, essentiel, du "costume" tout en exprimant l'engagement et les attentes des grévistes. Les autocollants les plus nombreux se composent d'un seul mot, "gréviste", et veulent marquer une différenciation entre ceux qui sont très engagés dans l'action, qui sont grévistes et manifestent, et les salariés de Peugeot qui se contentent de manifester hors des heures de travail. D'autres badges indiquent la revendication: "exigeons nos 1.500 francs", "gréviste pour 1.500 francs" ou bien l'appartenance syndicale. Sur ce dernier point la CGT est la plus visible. Enfin il est des autocollants, nombreux, qui font explicitement appel à la solidarité de la population et des salariés: "la grève pour 1.500 francs c'est l'affaire de tous". Ces badges qui existent en nombre important et sous des formes très diverses constituent, avec le "bleu" de travail, les signes d'identification les plus fréquents. Surtout ils ne servent pas à opérer une distinction entre grévistes selon les préférences syndicales, en effet aucune appellation syndicale n'est apposée sur les badges-slogans et, d'autre part, les manifestants s'affublent d'autocollants divers issus de chacune des tendances.

Les outils de la manifestation et de la revendication sont aussi bien les slogans que les banderoles ou des éléments moins fréquents, tels l'utilisation de siflets à roulette. Les

slogans tournent autour de trois thèmes: l'augmentation de salaire, l'union dans l'action et la critique de Jacques Calvet. Les plus fréquents proclament: "on veut des sous", "eh hop 1.500 balles", "union, action et du pognon", "Calvet du pognon", "Calvet démission". Il n'y a pas un mot d'ordre unique dans le cortège mais plutôt une multiplication des slogans scandés par des petits groupes, souvent rythmés par un manifestant porteur d'un mégaphone. De même on ne note pas d'évolution nette dans la nature des propos au fur et à mesure du déroulement du conflit. Enfin les mots-d'ordre restent centrés sur Peugeot et ne concernent à aucun moment le gouvernement ou le Premier Ministre; ce malgré les appels lancés par ailleurs par les syndicats et le personnel politique local en faveur d'une intervention du pouvoir central. Les banderoles et les pancartes représentent deux niveaux de la pratique manifestante. D'une part au plan identitaire lorsqu'est indiqué le nom d'un syndicat, celui d'un atelier particulier de l'usine ou bien encore l'origine des manifestants dits de "soutien" - Peugeot-Vesoul, sapeurs-pompier, impôts -. D'autre part un niveau revendicatif : il est alors reproduit par écrit un certain nombre des slogans scandés par les manifestants. Les pancartes frappaient par leur originalité, elles étaient réalisées pour la plupart d'entre elles par un groupe de militants de Lutte Ouvrière et privilégiaient des textes assez longs avec des rimes aisées à retenir¹⁰. Un important travail de préparation des défilés a été produit par des militants cégétistes qui ont façonné des pancartes disséminées ensuite tout au long du cortège.

10. Nos démarches auprès de L-O, à l'occasion de la fête locale du parti, nous ont permis de constater qu'une militante enseignante avait écrit la plupart des slogans. A titre d'exemples : "Calvet ton pognon c'est nous qui le faisons", "Calvet ton stress on s'en fout on veut des sous".

Il apparaît enfin des outils moins fréquents qui expriment tout autant la geste manifestante, quoique de façon moins massive et moins visible. Le port de bonnets phrygiens est symbolique à cet égard, l'année du bicentenaire de la Révolution de 1789. On peut y ajouter des affichettes "recherche Calvet", des slogans écrits sur les "bleus" de travail, des dessins portant sur "Calvet Batman", ou bien encore de faux billets de 1.500 francs. Cet inventaire à la Prévert montre certainement l'imagination des acteurs mais aussi leur très forte volonté d'exprimer des attentes et des critiques, de signifier par des voies multiples l'importance des enjeux et leur résolution à aboutir.

La geste manifestante prend toute sa mesure dans le défilé, dans la dynamique d'une foule en mouvement. Le cortège, qui rappelons-le suit un trajet circulaire de l'usine à l'usine, se met en marche devant une entrée située du côté de la ville de Montbéliard. En tête se regroupent 2 à 3 rangées de grévistes en "bleu" et, souvent, des femmes grévistes derrière une grande banderole rouge "CGT PEUGEOT-SOCHAUX" qui couvre la largeur de la chaussée. Des syndicalistes, reconnaissables à leurs vêtements "civils", marchent en avant munis d'une sono tandis que les journalistes précèdent le cortège. Derrière ce premier rideau compact, l'organisation n'est pas précise. Des banderoles servant à identifier les syndicats ou les ateliers ne rassemblent visiblement pas l'ensemble du public qu'elles sont censées représenter¹¹. En fin de cortège, FO ferme la

11. On veut dire par là que les pancartes ont surtout pour fonction de montrer quels ateliers se sont mobilisés. Au-delà de cette démonstration les manifestants avancent librement sans se regrouper derrière une quelconque banderole.

marche derrière, elle aussi, une grande banderole. La marche est assez lente et non homogène, il y a des espaces vides, des manifestants s'arrêtent ou quittent le défilé, d'autres s'y joignent. Le moment le plus important se situe durant le passage entre la gare et la zone piétonne de Montbéliard, après une marche initiale de 10 minutes environ. C'est là que le public est le plus nombreux et que le contact véritable entre les grévistes et la population s'opère. Le cortège est bruyant et donne nettement une impression de fête, à l'instar de ce qui se passe le plus souvent dans les ateliers de l'usine. Les manifestants interpellent les spectateurs et les prennent à témoin, les invitent à se joindre à eux. Les slogans que l'on peut qualifier d'hostiles, ou d'offensifs, ne sont pas agressifs, ne dépassent pas un certain seuil tandis que les forces de l'ordre présentes ne sont jamais prises à partie. Au total on ne notera pas de débordement hors de ce cadre pacifique.

Après avoir fait le tour de la zone piétonne, le cortège revient devant la gare, sous le château de Montbéliard, et marque une pause, un sit-in, pendant que les dirigeants syndicaux s'expriment. Enfin le cortège quitte la ville pour retourner vers l'usine en perdant progressivement la population non gréviste qui s'y était associée.

Le groupe manifestant, dès lors qu'il s'identifie très fortement à la population devant laquelle et avec laquelle il manifeste, ne rassemble pas une population spécifique, un groupe intéressé et motivé, comme cela est le cas dans la plupart des manifestations parisiennes. Les manifestations liées au mouvement de Peugeot-Sochaux ne mettent pas en scène une corporation ou une clientèle précise mais une population diverse au demeurant dont le noyau dur reste bien évidemment composé d'ouvriers grévistes. Aussi on

peut considérer que les manifestations, en tout cas celles qui associent explicitement la population, réunissent des groupes issus de l'ensemble du corps social, notamment des enfants et des retraités, qui s'ajoutent à ceux pour qui la pratique manifestante peut être vue comme une action plus normale, découlant de leur activité professionnelle.

Au total, la geste manifestante symbolise une forme de "fête ouvrière" dans la continuation de la pratique gréviste visible dans l'usine. Elle montre aussi aux grévistes que leur action est soutenue et populaire au-delà des murs, qu'ils agissent véritablement en terrain conquis. Elle indique enfin ce qu'est la conception profonde de l'action sociale chez les grévistes, qui à l'évidence préfèrent manier l'humour que recourir à la violence.

4. L'absence d'un véritable contrôle des manifestations.

Il faut également aborder un aspect moins visible mais tout à fait essentiel de la pratique manifestante qui est son organisation et sa gestion, aussi bien par les grévistes eux-mêmes que par les pouvoirs publics locaux. Généralement une manifestation est négociée entre des organisateurs, issus le plus souvent de la sphère syndicale, et les responsables de l'ordre public: policiers, préfet, renseignements généraux. Le but de ces discussions liminaires est d'arrêter le principe d'une collaboration entre un service d'ordre manifestant et les forces de l'ordre afin que l'engagement du groupe manifestant sur la voie publique se déroule dans les règles, c'est-à-dire ne dégénère pas en affrontements. L'hypothèse centrale des études récentes sur la manifestation donne aux forces de

l'ordre un rôle moteur de meneur de jeu et de participant obligé du "moment manifestant"¹². De même, sur le plan juridique, on pose que "la manifestation (...) est le plus souvent le résultat d'un accord entre les organisateurs de la manifestation et les responsables de l'ordre public"¹³.

Dans ce cadre, les manifestations liées à la grève Peugeot de Sochaux apparaissent atypiques et à tout le moins originales. En effet, en l'état des informations, il semble qu'il n'y a pas eu de dépôt de demande d'autorisation à manifester par les grévistes, ce pour l'ensemble des 10 défilés¹⁴. En outre l'impression, laissée par certains films, que les forces de l'ordre étaient très peu visibles a été confirmée par le fait qu'aucun effectif supplémentaire n'avait été affecté à la région pendant la période. Seul le commissariat local était mobilisé et la compagnie de CRS de Mulhouse, distante de 50 kilomètres, mise en alerte. On peut tout juste noter la présence de quelques policiers le long du cortège soit en voiture, soit en motocyclette et le plus souvent à pieds, isolés au milieu des spectateurs. Du côté des manifestants, il est également difficile de parler d'un véritable service d'ordre. En quelques occasions des manifestants se tenaient par les bras mais plus pour faire front que pour empêcher des débordements. Il n'y avait ni brassard ni aucun autre signe distinctif attestant de l'existence d'un service d'ordre structuré.

La première explication est à chercher dans le manque d'expérience de l'ensemble des partenaires en matière de gestion d'une manifestation, ce qui conduit à lui conférer

12. voir note 1.

13. voir note 1.

14. Entretien avec la secrétaire du sous-préfet de Montbéliard 6/4/1990.

un caractère de routine et de jeu au nom du principe, pourtant invalidé en 1968, que dans la région " rien ne peut arriver". Cependant, même si l'on doit reconnaître que les structures administratives et policières locales étaient peu préparées et que les responsables grévistes étaient eux-mêmes plutôt jeunes et inexpérimentés, il ne faudrait pas conclure à une sorte d'inconscience générale face au risque potentiel représentés par une manifestation. Des contacts permanents ont été établis entre chacun des acteurs; la sous-préfecture a été en relation téléphonique et directe fréquente avec les leaders du mouvement qui informaient de la tenue de manifestations, indiquaient le trajet et l'horaire et signalaient enfin les risques éventuels de débordements. En l'occurrence, ce type de gestion est apparu suffisant aux partenaires, n'imposant pas de recourir à une procédure juridique d'autorisation. Les faits ont donné raison à ce type de démarches puisqu'aucun incident n'a été à déplorer durant les 10 défilés. Les seuls problèmes ont eu lieu devant les portes de l'usine au retour des cortèges, lorsque les surveillants bloquaient les issues empêchant les grévistes de réinvestir le site.

Il faut au fond se demander s'il y avait véritablement un risque à "laisser manifester" ? Certes les débordements tiennent à peu de choses et sont donc toujours possibles en n'importe quelle occasion. Cependant dans les cas présents les risques d'escalade étaient minimisés pour un certain nombre de raisons. Les rapports entre le groupe manifestant et les forces de l'ordre n'étaient pas des rapports de face-à-face ou d'opposition dans la mesure où les policiers n'incarnaient pas, dans le cas de Peugeot, l'institution visée par le mouvement social. Les quelques heurts ont concerné des vigiles de l'usine c'est-à-dire, justement, les garants de l'ordre au sein de l'institution

Peugeot. La police de son côté n'était pas directement concernée puisqu'elle représente l'institution étatique ici non partie prenante directe du conflit. L'absence de forces spécialisées dans le maintien de l'ordre, qui seraient venues de l'extérieur, réduisait en fait les risques; d'autant plus qu'à l'échelle de la région, "où tout le monde se connaît", les policiers chargés de la surveillance sont très intégrés au tissu social, sont connus des manifestants et donc certainement peu disposés à l'affrontement. De même l'objet des défilés n'était pas la recherche de l'épreuve de force mais la popularisation de l'action et la mobilisation de la population¹⁵.

Il faut ici poser le principe d'une solidarité organique du "tout social" qui faisait qu'au fond les manifestants agissaient en terrain conquis, n'avaient pas d'"adversaires" susceptibles de les affronter. En outre les grévistes ne menaient pas un combat défensif ou désespéré, qui lui est souvent producteur de violences¹⁶. Enfin la particularité du parcours, sa circularité, et l'absence de lieu symbolique contre lequel il aurait été possible d'agir, par exemple par l'occupation de locaux, permettait aussi d'assurer un déroulement exemplaire des "moments manifestants".

L'organisation du conflit et des manifestations est la responsabilité des leaders syndicalistes. La grève de 1989

15. Certes aucune manifestation n'appelle jamais explicitement à l'affrontement, elle serait alors interdite. Mais il n'est pas rare d'entendre parler de rassemblements à risques, de risques d'escalade qui sont parfois confirmés dans les faits.

16. On peut rappeler le cas de Longwy cité dans *La manifestation*.

était pour la plupart d'entre eux leur première action sociale lourde. Cependant il faut constater que le manque d'expérience n'a pas nui au bon déroulement général du mouvement et notamment des manifestations. Les contacts établis assez vite avec la direction de Peugeot et les pouvoirs publics ont aidé à maintenir le mouvement social dans une ligne strictement légaliste, ainsi que le souhaitait la majorité des grévistes. De plus les organisateurs ont su limiter les défilés spontanés allant jusqu'à s'y joindre pour les contrôler, les 15 et 21 septembre. Enfin le maintien de l'unité syndicale CGT-CFDT jusqu'au bout permettait aux grévistes de disposer d'un organe de direction et d'organisation pluraliste présent à chaque moment du conflit et très soucieux d'éviter les provocations qui auraient pu remettre en question le caractère unitaire du mouvement, provocations qui surviennent d'ailleurs souvent à l'occasion des manifestations.

5. Des manifestations initiatrices et des manifestations de crise tournées surtout contre la direction de Peugeot.

Il reste à étudier plus rapidement les cibles des manifestations et les types de manifestations du conflit Peugeot. Par principe une manifestation cherche, parmi d'autres objectifs, à toucher un certain nombre de cibles, c'est-à-dire des institutions diverses ayant des fonctions plus ou moins en rapport avec le mouvement de grève. La première d'entre elles est bien sûr l'entreprise Peugeot contre laquelle les défilés sont explicitement organisés. Pour être plus précis les manifestations ne visent pas Peugeot en tant que telle mais une forme de gestion développée par ceux qui ont en charge l'entreprise. Donc

plus que l'institution Peugeot, c'est le groupe dirigeant en place, celui qui agit au nom de "Peugeot", et premièrement le Président Directeur Général Jacques Calvet, qui est mis en cause. Les trois autres cibles peuvent être qualifiées d'indirectes. Il en est ainsi de la presse et du champ médiatique qui a de par son action de diffusion de l'information une responsabilité importante à la fois dans la popularisation du mouvement et dans sa labellisation. Ce sont les journalistes qui décernent en effet des labels d'exemplarité et d'originalité au mouvement social, qui jugent du succès ou de l'échec d'une manifestation, qui attestent par leurs articles et reportages de l'adhésion de la population aux démonstrations des grévistes. Ceux-ci, au contraire de la direction, ont su associer les journalistes à leurs démarches hors de l'usine en leur facilitant le travail au sein des cortèges, créant par là un rapport de confiance. De même la diffusion d'images dans les journaux télévisés nationaux, notamment des interviews de manifestants stigmatisant la politique de la direction, représentait une contrainte et une ressource pour le groupe manifestant. En effet, la presse ne pouvait suivre complètement et normalement que les seules manifestations, c'est-à-dire la traduction extérieures de l'action, puisque l'accès de l'usine lui était interdit. Aussi ce n'est qu'au travers de la pratique manifestante qu'elle pouvait juger de la vitalité du mouvement.

L'institution étatique, et particulièrement le gouvernement, n'a pas été directement visée durant les manifestations. Il reste que la réussite des mobilisations sur la voie publique, réussite évaluée par la presse, imposait aux pouvoirs publics d'agir même si le conflit était, comme le ministre du travail l'avait souligné, un conflit de droit privé. L'extériorisation de l'action par la médiation du défilé

manifestant représente de toutes les façons une entrave à l'ordre public et fait donc passer le champ politico-administratif du statut d'observateur à celui de partenaire et d'acteur.

A l'autre bout de l'échelle, opposée à la cible "négative" qu'est l'entreprise, apparaît un objectif positif: conquérir par l'action le soutien populaire, obtenir l'adhésion du corps social à la revendication exprimée par les grévistes. L'audience des manifestations, leur écho sur le plan local, fut incontestable et aida à révéler ou à confirmer combien le mouvement était soutenu. Au-delà du simple appui formel, le plus étonnant fut l'importance de la participation du "public" aux défilés auquel il était convié par les grévistes.

Si l'on prend en considération l'ensemble des manifestations, il faut distinguer deux "types" de démonstration. D'abord des manifestations dites initiatrices avec "pour objectif de constituer une nouvelle revendication comme enjeu dans le champ social et/ou de promouvoir une population comme partie prenante du débat politique"¹⁷. Dans le cas de Peugeot, les défilés ont alors pour fonction, dans le cadre général du mouvement de grève, de faire admettre à la direction la légitimité et la popularité des revendications exprimées. La phase initiatrice est close avec la grande manifestation du 21 septembre. Plus globalement, il est possible de parler de manifestations de crise mais d'une crise spécifique qui n'engage pas la société toute entière, ni l'espace national ou la responsabilité directe de l'Etat. La crise Peugeot est une crise sectorielle au sens où elle révèle les limites d'un modèle socio-économique fortement implanté dans un territoire.

17. voir note 1.

Dans l'ensemble, les actions manifestantes vont connaître une phase de croissance qui va conduire au défilé le plus massif le 21 septembre, soit le cinquième sur un total de dix. Quatre actions se déroulent en six jours et constituent un temps de préparation, de répétition et de recherche de soutiens. Le cinquième cortège est le plus réussi mais marque aussi le début de l'essoufflement. Les cinq manifestations suivantes perdront en audience. On assiste à une succession de manifestations avec une phase ascendante, un sommet puis un reflux autour de 1000 manifestants. Des manifestations ont lieu jusqu'au dernier jour et mobilisent toujours un effectif assez important. Autrement dit si les manifestations liées au mouvement social subissent elles aussi la contrainte de la durée, elles sont jusqu'au bout contrôlées, organisées par les syndicats. Il n'y a pas, malgré l'affaiblissement de la pratique manifestante, d'effondrement du mouvement ou d'évolution vers des pratiques illégales ou violentes.

En guise de conclusion de cette assez longue présentation des manifestations associées au conflit Peugeot, il convient d'insister sur quatre points.

- L'étude des défilés et de la geste manifestante confirme l'idée selon laquelle la grève emprunte beaucoup à une pratique ouvrière ancienne, quelque peu folklorique, souvent forte de symboles et très évidemment soutenue en dehors du territoire de l'usine par une large majorité de la population¹⁸.

18. voir note 5.

- Le "moment manifestant" relève plus du jeu et de la démonstration pacifique que d'une logique d'affrontement. En ce sens l'absence d'un contrôle véritable, par l'action combinée d'un service d'ordre et de forces de police, peut être expliquée par une juste anticipation, par les divers partenaires, du "climat" des défilés. Dans les faits, ce mode de gestion "laxiste" ou imprudent s'est avéré suffisant.

- La fusion apparente de la population manifestante avec le public laisse à penser que l'extériorisation du mouvement de grève que devaient représenter, pour les grévistes, les manifestations est réussie. De même l'originalité des défilés, que nous avons essayé de mettre en évidence, contribue à faire du conflit social de Sochaux un mouvement fortement ancré dans l'espace local. Surtout la pluralité du groupe manifestant rapproche ces actions du concept, proposé par Etzioni¹⁹, de "démocratie participante" c'est-à-dire d'un "mode de fonctionnement démocratique au sein duquel la manifestation pourrait apparaître comme un correctif légitime de l'expression électorale". En l'occurrence, le pouvoir politique n'étant pas visé, la manifestation serait un correctif apporté à une gestion, jugée injuste, d'un grand groupe économique du secteur privé.

- Il faut enfin soulever une question importante, celle de l'impact de cette forme d'action, de la capacité du mouvement à obtenir satisfaction par ce biais. De fait l'ampleur de la mobilisation, l'exemplarité de l'action et le soutien explicite de la population ne semblent pas avoir joué un rôle essentiel dans le passage, le 2

19. Voir A. Etzioni, *Demonstration democracy*, Gordon and Breach, 1970.

octobre, de la non concertation à la discussion, même si par ailleurs les "moments manifestants" ont représenté à l'évidence la ressource essentielle du groupe gréviste. Tout au plus la succession des manifestations a confirmé l'idée que le mouvement était sérieux et pouvait durer longtemps donc représenter un coût pour l'entreprise. C'est surtout en fonction de cet argument économique et commercial, car Peugeot subissait les contre-coups de ces actions médiatisées, que la direction nationale du groupe a consenti à considérer les manifestations comme représentatives et a admis le principe de discussions.

CONCLUSION

1. Esquisse d'un bilan de la grève.

Lorsqu'une grève se termine le premier réflexe est de se demander si le mouvement a réussi, si le patron a cédé ou si, au contraire, les ouvriers ont été perdants. Est-il possible, avec le recul de dresser un bilan de l'action sociale de l'automne 1989 à Sochaux ?

Sur le fond, c'est-à-dire la revendication des 1.500 francs, les grévistes ont perdu puisqu'ils n'ont pas obtenu une telle augmentation. D'ailleurs si l'on en croit certaines déclarations de la direction après la grève, ils ne pouvaient de toute façon pas obtenir gain de cause car dès le début J. Calvet en avait fait une affaire personnelle, qui engageait sa place à la tête du groupe PSA. Cependant deux remarques s'imposent : d'abord cette revendication représentait-elle fondamentalement ce que les grévistes espéraient obtenir ? N'était-elle pas plutôt un outil de la mobilisation et un moyen, en exigeant beaucoup, d'obtenir un minimum ? Deuxième remarque : il serait trop réducteur de ne retenir que la perspective instrumentale ; c'est-à-dire de prendre la revendication qui fut à la base de l'action, de la comparer au résultat obtenu finalement et de conclure à un échec puisque les grévistes n'ont pas eu 1.500 francs.

En fait il faut aussi et surtout envisager les résultats de l'action en termes symbolique et psychologique. La grève Peugeot a été en premier lieu, dans un cadre de travail spécifique, une forme de transgression de la norme lorsque des ouvriers ont décidé, par leur engagement, d'entrer dans une opposition visible avec l'autorité, avec les chefs, malgré les risques afférents à ce type de défi. Un gréviste déclarait à la fin du mouvement : "on a quand même fait quelque chose qu'on pensait impensable chez Peugeot : la grève". Un autre ajoutait : "on a vaincu la peur, défié le patron et son encadrement et on a gagné en solidarité, en amitié, en dignité. Ca ça vaut plus qu'une paye". On peut tirer de ces propos deux autres enseignements. Le fait que les grévistes utilisent le lieu de travail comme un lieu d'expression du mécontentement, mais en le transformant non pas en un espace de lutte mais en lieu d'une fête ouvrière. Il s'agit d'une inversion de la logique d'affrontement que l'on associe souvent à l'image de la grève, et notamment de la grève dans l'industrie automobile. L'autre enseignement est à chercher dans l'implication du corps social, du "tout social", dans le mouvement ; implication souhaitée et sollicitée par les grévistes lors des manifestations. La manifestation apparaît d'ailleurs comme un moment essentiel de l'action, lorsque le conflit quitte le lieu de travail, entendu comme espace protégé et dissimulé, pour rechercher à l'extérieur les preuves tangibles de la popularité et donc de la légitimité de la grève.

Plus prosaïquement, pour un technicien, "une victoire de la grève c'est l'octroi d'un véritable 13ème mois à la place de la prime". Donc au total, sans aller jusqu'à avancer une conclusion tranchée, on dira que la grève a plutôt été un succès

tant la mobilisation fut importante dans l'usine et hors les murs, mobilisation ouvrière certes minoritaire mais qu'on peut juger représentative des aspirations de la très grande majorité du personnel et dont personne n'a contesté la légitimité. Le succès du mouvement se mesure à l'aune de son déroulement qui fut à beaucoup d'égards exemplaire.

Cependant pour apporter un bémol à ce constat d'ensemble, il faut relever d'une part que l'ambiance générale de travail s'est notablement dégradée depuis la fin de la grève aussi bien du fait de la hiérarchie, soucieuse de "marquer" les éléments grévistes, que des ouvriers eux-mêmes décidés parfois à régler les mauvais comptes de la période du conflit. D'autre part si l'on excepte les quelques évolutions en matière de rémunérations intervenues à la marge, on ne note pas de changement fondamental au sein de l'usine mais plutôt un statu-quo voire une crispation dont l'épisode du licenciement d'un ouvrier pour l'emprunt d'un fer à souder a été le symbole. Tout semble reparti comme avant, à un point tel que beaucoup, ouvriers, cadres... et membres de la direction, parlent d'une relance possible de l'action "lorsque les gars auront récupéré financièrement". De fait il paraît étonnant qu'une grève aussi importante n'ait pas conduit à une remise en question fut-elle minimale de la conception des rapports sociaux développée par la direction. Sur ce point il semble que le très fort contrôle exercé par la direction nationale et Jacques Calvet sur l'ensemble des équipes de direction locales du groupe Peugeot laisse une marge de manoeuvre très faible aux dirigeants qui sont sur le terrain.

Enfin la grève a indiscutablement servi les intérêts de la CGT et conduit à un renforcement de ses positions de puissance, au point que la direction craint, qu'à l'occasion des élections pour le renouvellement du Comité d'Entreprise à l'automne 1990, la CGT alliée à la CFDT ne reprenne en mains l'institution perdue en 1985. On peut accorder à la grève de Sochaux le crédit d'avoir aidé à restaurer, au plan social en tout cas, l'image de certains syndicats et leur crédibilité aux yeux des salariés.

2. Les apports de la grève Peugeot à l'étude des mouvements sociaux et de l'action collective.

Au-delà de l'idée assez évidente qu'une action collective est possible, malgré les aspects irrationnels ou anti-économiques qui président à l'engagement des individus dans l'action, la grève de Sochaux montre très explicitement qu'un mouvement, entrepris par une partie seulement de la population salariée, est possible mais aussi en grande partie efficace si l'on retient l'idée que la grève a pour premier objectif d'exercer une contrainte sur les dirigeants de l'entreprise pour les amener à négocier.

Dans une certaine mesure le nombre de grévistes est moins important que leur représentativité. Cette hypothèse n'est paradoxale qu'en apparence ; en effet la particularité de la population ouvrière du site de Sochaux est d'être plutôt réticente face à des formes d'action directement opposées à l'entreprise. Elle peut par contre, ponctuellement, soutenir la minorité qui s'engage dans un mouvement si le motif de

l'action lui apparaît légitime. Ainsi on aboutit à une grève représentative des aspirations du personnel mais assumée par un groupe seulement.

La grève Peugeot de Sochaux a également montré que la réussite de l'action collective suppose la maîtrise par le groupe gréviste de deux paramètres au moins. D'abord la maîtrise de la durée ; en effet les chances d'obtenir une reconnaissance par la direction que les revendications sont représentatives d'une demande forte au sein de l'ensemble des secteurs de l'usine, et doivent donc être prises en compte, au moins dans le cadre de discussions, passent par l'exercice d'une contrainte suffisamment pénalisante pour la production et suffisamment longue. En outre la durée implique un investissement de la part du champ médiatique et donc une diffusion d'images et de discours sur le conflit qui ne peuvent qu'aller contre le prestige de Peugeot.

Le second paramètre à maîtriser est le fonctionnement et le déroulement du mouvement autour de quatre idées : "occuper" les grévistes pour éviter les actes isolés ; donner un sens à l'action en formulant des revendications et en assurant une organisation démocratique de la grève ; contrôler le mouvement pour maintenir une ligne d'action légaliste et modérée et, enfin, rechercher des soutiens. Ce travail essentiel a indiscutablement réussi grâce, surtout, à une bonne entente syndicale et à une relation pragmatique entre ces mêmes syndicats, CGT et CFDT, et les grévistes largement non syndiqués.

3. Les enseignements de la grève de Sochaux.

La France n'avait plus l'habitude des grèves ouvrières. Le mouvement de Sochaux et Mulhouse a beaucoup fait parler, il a permis également de mettre en évidence un système, un monde du travail particulier, qui par nombre d'aspects apparaît peu adapté à un groupe industriel de pointe.

Beaucoup de commentaires se sont attachés sans grand succès à comprendre "l'énigme Peugeot", énigme produit de la combinaison d'une gestion paternaliste et contraignante du personnel et d'une politique industrielle moderne et compétitive.

Sans vouloir faire de la monographie de la grève Peugeot un conflit "modèle" ou un conflit atypique, il est possible de retenir en dernière analyse un certain nombre de points qui caractérisent ce conflit. Ce n'est qu'en comparant ces notions avec d'autres conflits sociaux que l'on pourra peut-être aboutir à une conclusion tranchée posant l'originalité ou l'exemplarité de cette grève.

La grève de Sochaux fut un mouvement local qui a peu à voir, si l'on excepte les discussions avec la direction nationale et la couverture médiatique, avec l'ensemble du pays. Cet ancrage local relevait d'une volonté explicite des grévistes. L'action de grève, son déroulement quotidien ressemblait souvent à une forme de fête ouvrière rapprochant ce mouvement de conflits beaucoup plus anciens. En troisième lieu, la grève fut indiscutablement populaire, soutenue et légitimée par l'appui

apporté par la population. Sur le plan de l'organisation des grévistes, il faut parler d'un mouvement très structuré permettant un contrôle efficace de l'action.

Enfin l'observation de la suite immédiate du conflit permet de faire trois remarques : la grève a eu un effet restructurateur sur le monde syndical, avec notamment la création de "cercles de revendications" pour suivre l'après grève. Mais, au passif, il faut relever que le mouvement a conduit à une aggravation du climat de travail et, globalement, à un statu quo dans les relations direction/hiérarchie/ouvriers.



Deuxième Partie :

**LES MOUVEMENTS
SOCIAUX DEPUIS 1986**

Repères documentaires



**Chronologie des grèves
1986 - 1991**



Chronologie des grèves 1986-1991*

1986

- 6 janvier Grève des aiguilleurs du ciel
- 27 janvier Grève du livre CGT dans les quotidiens
- 17-18 février Grève à Air-Inter
- 17 fév.-17 mars Grève chez Cricket
- 7-16 mai Grève des nettoyeurs du métropolitain de Paris

1987

- 6 -13 janv. Grève à la RATP
- 6 -14 janv. Grève à l'EDF
- 10 -11 avril Grève des officiers mécaniciens navigants à Air-Inter
- 21-24 avril Grève des contrôleurs aériens
- 14 mai Journée nationale d'action CGT
- 30 nov.-20 déc. Grève à la Banque de France

1988

- 26 janvier Grève du SNI-PEGC et du SNES
- 16-19 février Grève des navigants d'Air-Inter qui aura un prolongement du 22 au 26
- 17-22 mars Grève CGT-CFDT des cars ferries de la Sealink
- 17 mars Grève à la SNECMA
- 19 avril Mouvement chez Michelin
- 11 juin-11 juillet Grève à Gardanne (Mines)

* Cette section poursuit le travail réalisé dans le *Cahier du Cevipof* n°3.

- 15 juin-31 juillet Grève aux chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire
- 21-30 septembre Grève dans l'audiovisuel public
- 23 sept.-8 octobre Grève des gardiens de prison
- 29 septembre Mouvement des infirmières
- 18 octobre Journée nationale d'action CGT
- 30 octobre Journée d'action chez les fonctionnaires
- 10-11 novembre Grève aux NMPP
- 14 nov.-7 déc. Grève au RER puis aux ateliers d'entretien

1983

- 17 janvier Grève dans les banques
- 27 janvier Grève dans les lycées et collèges
- 6-27 février Mouvement chez les gardiens de prison
- 12-20 février Grève à la Météorologie nationale poursuivie du 7 juin au 14 juillet
- 7-9 mars Grève des NMPP
- 14 février-8 avril Grève des nettoyeurs du métro parisien
- 15 mars-2 mai Grève des fonctionnaires corses
- 29 mai-19 novembre Grève des fonctionnaires des impôts
- 31 mai-9 juin Grève dans les crèches parisiennes qui se prolonge du 13 juin au 7 juillet
- 27 juin Grève dans les quotidiens de la presse parisienne
- 10-16 juillet Grève des électroniciens du ciel
- 5 sept. 21 octobre Grève à Peugeot
- 16-22 décembre Grève aux NMPP

1990

- 24 janvier Journée nationale d'action dans les banques
- 30 janvier-1er février Grève à la SNCF
- 8 février Journée de grève dans l'audiovisuel public
- 17-18 février Grève des pilotes d'Air-France
- 20 avril Grève des contrôleurs aériens
- 9-31 mai Grève des éboueurs parisiens
- 13-23 mai Grève des cheminots de Chambéry
- 18 juin-1er juillet Grève de la Sealink de Calais
- 3-5 juillet Grève des contrôleurs aériens d'Athis-Mons
- 18 sept.-5 oct. Grève des éboueurs parisiens
- 27 sept.-29 oct. Grève des dockers de Dunkerque
- 30 novembre Grève de la justice à l'appel de l'intersyndicale des magistrats
- 4-12 décembre Grève des marins de la SNCM
- 11-12 décembre Grève des contrôleurs aériens d'Athis-Mons

1991

- 21-23 février Grève sur le réseau Sud-Est de la SNCF
- 27-28 février Grève aux NMPP
- 5 mars Grève à l'Aérospatiale de Toulouse
- 20 mars Grève à la SNCF
- 29-31 mars Grève à Orly
- 17 avril-17 mai Grève à la Thomson Brest

- 4-5 mai Grève des équipages des cars ferries à Dieppe
- 31 mai Grève à la RATP
- 12 juin Grève des contrôleurs aériens d'Athis-Mons
- 14 juin Grève dans l'audiovisuel public
- 24-30 juin Grève des marins de la SNCM
- 4-21 juillet Grève des manoeuvres de formation de train à Boulogne
- 1er-13 août Mouvement pour la défense de Sud-Marine
- 2-5 septembre Grève à Antenne 2
- 19 septembre Grève des surveillants de prison
- 1er oct.-24 nov. Mouvement des assistantes sociales
- 3 oct.-18 nov. Mouvement des infirmières
- 17 oct.-8 nov. Grève de Renault Cléon
- 24 octobre Journée d'action CGT, FO
- 8 novembre Grève des électroniciens de l'aviation civile dans les aéroports parisiens, renouvelée les 12 et 13
- 28 novembre Plusieurs centaines de sidérurgistes saccagent les bureaux de la direction de la SMN
- 1er-2 décembre Début d'un mouvement des dockers qui arrêtent le travail chaque fin de semaine
- 11 décembre Grève nationale dans le spectacle
- 19 décembre Grève à la Cinq

Les données statistiques



**Cessation concertée du travail dans la fonction publique de
l'Etat 1986 - 1990**

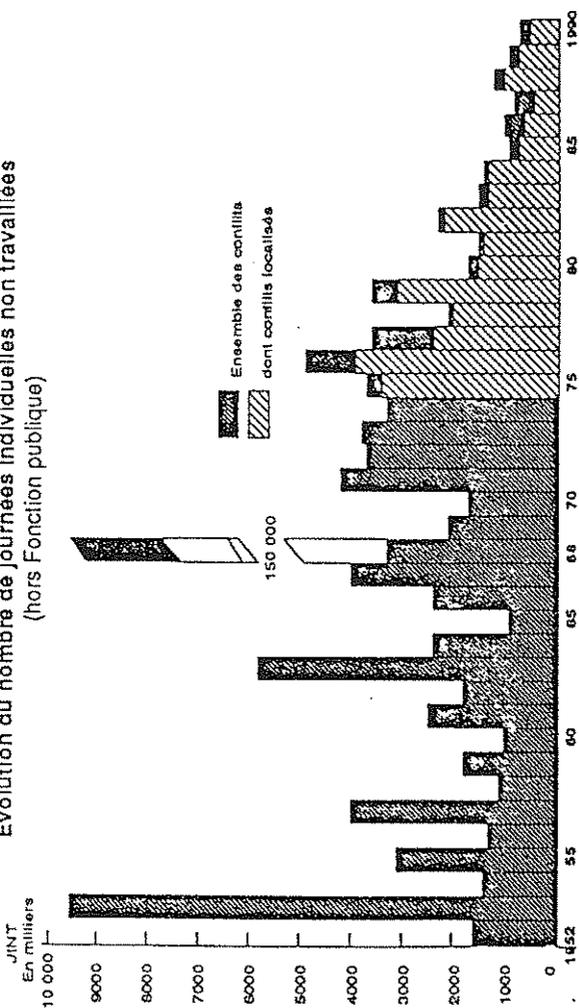
Période considérée	Durée		
	1 journée	1/2 journée	1 heure
1986			
1e trimestre	15.691	6.679	26.015
2e trimestre	201.677	34.537	87.432
3e trimestre	32.895	12.780	26.542
4e trimestre	528.342	36.238	96.050
TOTAL	778.605	90.234	236.039
1987			
1e trimestre	127.002	6.148	62.503
2e trimestre	140.144	29.580	116.707
3e trimestre	52.163	771	2.779
4e trimestre*	424.607	-	-
TOTAL	743.916	36.499	181.989
1988			
1e trimestre	56.630	-	-
2e trimestre	63.027	-	-
3e trimestre	28.218	-	-
4e trimestre	537.903	-	-
TOTAL	685.773	-	-
1989			
1e trimestre	244.628	-	-
2e trimestre	143.769	-	-
3e trimestre	401.520	-	-
4e trimestre	1532.484	-	-
TOTAL	2322.401	-	-
1990			
1e trimestre	22.613	-	-
2e trimestre	396.159	-	-
3e trimestre	6.372	-	-
4e trimestre	148.798	-	-
TOTAL	573.942	-	-

Source : DGAFP

(*) La règle du trentième indivisible ayant été rétablie par l'article 69 de la loi n°87-588 du 30 juillet 1987 portant diverses mesures d'ordre social, les arrêts de travail d'une durée inférieure à la journée ne font plus l'objet, à compter du 4e trimestre 1987, d'une comptabilisation distincte.

LES CONFLITS DU TRAVAIL - 1952 -1990

Évolution du nombre de Journées Individuelles non travaillées (hors Fonction publique)



**Les conflits du travail hors fonction publique
1986 - 1990**

	Conflits localisés	Conflits généralisés
1986	567.689	473.830
1987	511.546	457.518
1988	1094.647	147.606
1989	800.225	97.090
1990	528.000	165.700

Source : Ministère du Travail



Bibliographie



Bibliographie sur les études consacrées aux grèves 1986 - 1991

CAYLA (Jean-Simon).- "La grève générale des infirmières de l'automne 1988 et ses suites", *Revue de droit sanitaire et social*, 25 (2), juin 89, p.190-198.

FURJOT (Daniel), NOEL (Catherine).- "La conflictualité en 1986, bilan statistique et qualitatif", *Travail et emploi*, 34, décembre 1987, p.55-69.

FURJOT (Daniel), NOEL (Catherine).- "Les conflits du travail en 1988 : reprise économique et... retombées sociales", *Travail et emploi*, 44, 1989, p.60-73.

HASSENTEUFEL (Patrick).- "Pratiques représentatives et construction identitaire. Une approche des coordinations", *Revue française de science politique*, vol. 41, février 1991, n°1, p.5-26.

JEAMMAUD (Antoine), LE FRIANT (Martine).- "La grève, le juge et la négociation", *Droit social* (2), février 90, p.167-172.

LINHART (Danièle), MALAN (Anne).- "Individualisme professionnel des jeunes et action collective", *Travail et emploi*, n°36-37, juin-septembre 1988, p.9-18.

NARRITSENS (André).- "Regards concrets et hypothèse sur les dynamiques possibles du conflit des finances de 1989", *Revue de l'IRE*, 1991, n°5, p.141-166.

PECHU (Cécile).- *La grève des crèches parisiennes*, 30 mai-1er juillet 1989, Paris, IEP, 1990, 177 p.

POLAC (Catherine).- *Protestations et crédibilités : la grève des agents des finances de mai à novembre 1989*. Paris, Paris I, 1992, 100 p.

RAY (Jean-Emmanuel).- "1981-1991 : un nouveau droit jurisprudentiel dans les grèves". *Droit Social*, 9-10, septembre-octobre 1991, p.715-722.

RIBEILL (Georges).- "L'hiver de grève des cheminots", *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, (16), décembre 1987, p.21-29.

ROZENBLATT (Patrick).- "Compromis d'entreprise, médiation syndicale et dynamique sociale", Paris, *Cahiers de recherche du GIP "Mutations industrielles"*, n°25, 1989, 33 p.

SIWEK-POUYDESSEAU (Jeanne).- "Syndicats et grèves aux finances", *Revue de l'IRES*, 191, n°5, p.123-140.

VISIÈRE (Laurent), FRYBES (Marcin).- "De l'expérience infirmière à la mobilisation", *Revue de l'IRES*, 1991, n°5, p.97-122.

**Image des grèves dans les sondages
(1986 - 1990)**

Dossier préparé par
Guy Michelat et Nadia Dehan



Date	Institut	Publication	Echantillon
(1986 0)	SOFRES	FIGARO, 13 JUIN 86-ENTREPRISE	SALARIES
(1986 9)	SOFRES	FIGARO, 15 OCT. 86-PROBLEMES SOCIAUX	NATIONAL
(1986 11)	SOFRES	**SOFRES-ETAT DE L'OPINION-1987-PROGRES SOCIAL	NATIONAL
	IFRES	NOUVEL-ECONOMISTE, 26 NOV. 86	NATIONAL
(1987 0)	HARRIS	LIBERATION, 3 AVR. 87-DIRIGEANTS SOCIALISTES	COMITE DIREC
(1987 1)	BVA	**GREVES	NATIONAL
(1987 1)	IPROS	**GREVES DANS SECTEUR PUBLIC	NATIONAL
(1987 1)	SOFRES	LE POINT, 12 JANV. 87-GREVS SERVICES PUBLICS	NATIONAL
(1987 1)	HARRIS	FIGARO, 13 JANV. 87-GREVS SERVICES PUBLICS	NATIONAL
(1987 1)	SOFRES	EVENEMENT, 15 JANV. 87-PASQUA-GREVES	NATIONAL
(1987 1)	BVA	NOUVEL-OBSERVATEUR, 16 JANV. 87-SERVICES PUBLICS	FONCTIONN
(1987 4)	IPROS	PARIS-MATCH, 23 JANV. 87-GREVS	NATIONAL
(1987 4)		GESTION SOCIALE, 27 AVR. 87	SALARIES
(1987 5)		DAUPHINE LIBRE, 16.7.8.9 OCT. 87-LES GRENOBLOIS	GRENoble
(1987 6)	IFRES	COMPTAT-LABRE-DESINDICALISATION	EX-SYND/ SYND
(1987 6)	BVA	COMPTAT-LABRE-DESINDICALISATION	NATIONAL
(1987 7)	IFRES	FIGARO, 10 JUIN 87-SYNDICATS	NATIONAL
(1987 7)	FAITS OP	FIGARO, 10 JUIN 87-SYNDICATS	NATIONAL
(1987 10)	SOFRES	**BAROMETRE PRES D'UNE C. CONTROLEURS AERIENS	NATIONAL
(1987 11)	SOFRES	**SOFRES-ETAT DE L'OPINION 88-ABECEDAIRE	DIVERS
(1987 12)	BVA	LE MONDE, 20 JANV. 88-EVENEMENTS MARGUANTIS 68-88	NATIONAL
(1987 12)	FAITS OP	**BLAN, 87 JANV. 88-EVENEMENTS MARGUANTIS 68-88	NATIONAL
(1987 12)	BVA	LA CROIX, 31 DEC. 87-LE MORAL DES FRANCAIS	NATIONAL
		PARIS-MATCH, 15 JANV. 88-BILAN '87	NATIONAL
(1988 5)	IFRES	NOUVEL ECONOMISTE, 1 JUIL. 88-SYNDICATS	NATIONAL
(1988 10)	IFOP	**SYNDICALISME	SALARIES
(1988 10)	CSA	**CONFLITS SOCIAUX	NATIONAL
(1988 10)	BVA	**BAROMETRE	NATIONAL
(1988 10)	IFOP	L'HUMANITE-DIMANCHE, 6 NOV. 88-SYNDICATS	SALARIES
(1988 10)	BVA	PARIS-MATCH, 10 NOV. 88-BAROMETRE	NATIONAL
(1988 10)	SOFRES	LIAISONS SOCIALES, NOV. 88	NATIONAL
(1988 10)	IFRES	NOUVEL ECONOMISTE, 18 NOV. 88-	NATIONAL
(1988 10)	SOFRES	NOUVEL OBSERVATEUR, 24 NOV. 88-RIGUEUR SALARIALE	NATIONAL

Date	Institut	Publication	Echantillon
(1988 12)	CSA	**BILAN 88 - VOEUX POUR 89	NATIONAL
(1988 12)	BVA	**BAROMETRE	NATIONAL
(1988 12)	SOPRES	JOURNAL DU DIM. 14 DEC. 88 - GREVES RATP	REGION PARIS
(1988 12)	SOPRES	FIGARO, 7 DEC. 88 - GREVES	NATIONAL
(1988 12)	IPROS	LE MONDE, 14 DEC. 88 - SECTEUR PUBLIC	NATIONAL
(1988 12)	BVA	PARIS-MATCH, 22 DEC. 88 - GREVES	NATIONAL
(1988 12)	IPROS	QUOTIDIEN DE PARIS, 23 DEC. 88 - GREVES	NATIONAL
(1988 12)	SOPRES	FIGARO, 31 DEC. 88 - BILAN 88	NATIONAL
(1988 12)	IPROS	LE POINT, 16 JANV. 89 - DOLEANCES	NATIONAL
(1989 1)	FAITS OP	**CAPDEVIELLE, MEYNAUD, MOURIAUX - JEUNES ET SALARIE	ENFANTS
(1989 5)	SOPRES	NOUVEL-OBSERVATEUR, 7 SEPT. 89 - ENFANTS/POLITIQUE	NATIONAL
(1989 6)	IFRES	NOUVEL ECONOMISTE, 16 JUIN 89 - SYNDICATS	PATRON/SALAR
(1989 6)	RES	CHALLENGES, JUIL. 89 - RETREEE SOCIALE	NATIONAL
(1989 8)	BVA	**BAROMETRE	NATIONAL
(1989 8)	BVA	PARIS-MATCH, 7 SEPT. 89 - BILAN ETE	NATIONAL
(1989 8)	SOPRES	LE MONDE, 23 SEPT. 89 - CENTRES D'INTERET	NATIONAL
(1989 9)	BVA	**BAROMETRE	NATIONAL
(1989 9)	SOPRES	QUOTIDIEN DU MEDECIN, 15 SEPT. 89 - GREVE	NATIONAL
(1989 9)	HARRIS	FIGARO, 22 SEPT. 89 - PROBLEME ECONOMIQUES/SOCIAUX	NATIONAL
(1989 9)	BVA	QUOTIDIEN DE PARIS, 26 SEPT. 89 - COMPLET PEGEOT	NATIONAL
(1989 9)	BVA	PARIS-MATCH, 12 OCT. 89 - PATRON DE PEUGEOT	NATIONAL
(1989 9)	IFRES	NOUVEL ECONOMISTE, 10 OCT. 89 - PATRON DE PEUGEOT	NATIONAL
(1989 10)	BVA	NOUVEL ECONOMISTE, 7 NOV. 89 - SYNDICATS	PATRON/SALAR
(1989 10)	BVA	**ACTUALITE DE LA SEMAINE	NATIONAL
(1989 10)	BVA	**ACTUALITE DE LA SEMAINE	NATIONAL
(1989 10)	SOPRES	L'ACTUALITE SOCIALE, NOV. 89 - SYNDICATS	NATIONAL
(1989 11)	BVA	**ACTUALITE DE LA SEMAINE	NATIONAL
(1989 11)	BVA	**ACTUALITE DE LA SEMAINE	NATIONAL
(1989 11)	HARRIS	EXPRESS, 10 NOV. 89 - POLITIQUE	NATIONAL
(1989 0)	SOPRES	**ETAT DE L'OPINION 90 - ABCECEAIRE	IFEU/OUVR/EU
(1989 1)	FAITS OP	**CAPDEVIELLE, MEYNAUD, MOURIAUX - PETITS BOULOTS	NATIONAL
(1990 1)	BVA	**ACTUALITE	NATIONAL
(1990 1)	BVA	**ACTUALITE	NATIONAL
(1990 2)	BVA	**ACTUALITE	NATIONAL

Date	Institut	Publication	Echantillon
(1990 2)	BVA	**ACTUALITE	18 ET +
(1990 2)	BVA	**ACTUALITE	18 ET +
(1990 2)	CSA	**GREVES DES INTERNES	18 ET +
(1990 2)	CSA	PARISIEN 8 FEV. 90-GREVE DES INTERNES	18 ET +
(1990 3)	BVA	**ACTUALITE	18 ET +
(1990 3)	BVA	**ACTUALITE	18 ET +
(1990 4)	BVA	**ACTUALITE	18 ET +
(1990 6)	CSA	**JUGES	18 ET +
(1990 6)	IFOP	**SALARIES ET DIVISIONS SYNDICALES	18 ET +
(1990 6)	BVA	**ACTUALITE	18 ET +
			NATIONAL
			SALARIEE
			NATIONAL



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	
Conflictualité en France depuis 1986	3
PREMIERE PARTIE :	
La grève de Peugeot Sochaux (septembre-octobre 1989)	
A. Le déroulement de la grève, aspect chronologique	
Chapitre 1 :	
L'influence du cadre local	11
1. Une région subordonnée à l'activité industrielle de Peugeot	12
2. L'organisation de l'usine de Sochaux : permanence et changements	14
3. Une spécificité ouvrière ?	17
4. Le paysage syndical et les implications de Peugeot dans la vie sociale et politique.	20

Chapitre 2 :

Un conflit social qui tarde à s'installer mais qui s'inscrit dans la durée ; une présentation de la chronologie. 23

1. Origines et déclenchement. 23

2. Une période d'extension et d'installation dans la grève (13 septembre - 2 octobre). 30

3. Négociation et suspension du mouvement (2 octobre - 24 octobre). 38

B. L'organisation du mouvement de grève et les acteurs du conflit.

Chapitre 3 :

La gestion par les syndicats de la base : pragmatisme et démocratie directe 47

1. L'organisation du mouvement de grève au quotidien 48

1.1. essai de sociologie des grévistes. 48

1.2. le mouvement au quotidien 52

1.3. les outils de la mobilisation et de l'information des grévistes. 56

2. Pour une analyse stratégique de l'organisation gréviste	57
2.1. une organisation contractuelle du conflit ?	57
2.2. peut-on expliquer le déroulement du conflit par sa structuration interne ?	62
Chapitre 4 :	
Les manifestations comme extériorisation du conflit et comme ancrage dans l'espace local.	65
1. Présentation générale du fait manifestant : les spécificités du conflit Peugeot de Sochaux.	65
2. Le groupe manifestant.	70
3. La pratique manifestante.	74
4. L'absence d'un véritable contrôle des manifestations	79
5. Des manifestations initiatrices et des manifestations de crise tournées surtout contre la direction de Peugeot	83

CONCLUSION :

1. Esquisse d'un bilan de la grève	89
2. Les apports de la grève Peugeot à l'étude des mouvements sociaux et de l'action collective.	92
3. Les enseignements de la grève de Sochaux.	94

DEUXIEME PARTIE :

Les mouvements sociaux depuis 1986 : repères documentaires

1. Chronologie des grèves 1986-1991	101
2. Données statistiques sur les conflits 1986-1991	107
3. Bibliographie sur les études consacrées aux grèves 1986-1991	113
4. Images des grèves dans les sondages 1986-1990	117

